

T2137-552-8,00 F

ISSN 0026-9433

# le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°552 JEUDI 6 DÉCEMBRE 1984 8,00 F

*L'Etat, avec les radios-fric, étouffe les radios libres!*



MHz 88

90

# RADIO-LIBERTAIRE EXPULSÉE

*de la bande F.M.*

## MOBILISONS-NOUS

*pour exiger  
une fréquence définitive*

Fop 2520

## éditions

### • « EL HORIA »

Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabe : « El Horia ». Le n°4 vient de sortir, avec au sommaire : « Convergence 84 pour l'égalité », Mohamed prend ta valise, Tu restes ou tu pars ?, Répression à Lille, Le Pen/la gégène, La Goutte-d'Or, Algérie 54-62, etc. Abonnement pour 4 numéros : 25 F minimum, soutien : 50 F. Envoyez vos chèques à « El Horia », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

### • AGENDA

Le voilà enfin ! Le premier agenda du *Monde libertaire* est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Vous y trouverez : d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

### • CARTES POSTALES

Le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement a édité une série de sept cartes postales sur les thèmes suivants : « La liberté d'expression », « L'Armée », « L'Education », « La religion », etc.

Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F la série et de 7 F au-dessus de 5 exemplaires.

### • AUTOCOLLANTS

Pour faire connaître *Le Monde libertaire*, tout en le soutenant financièrement, le groupe Libertad a édité un autocollant. En vente à la librairie du Monde libertaire : 25 F les 50 ex., 3 F l'unité. Autre autocollant disponible : « Français-Immigrés, une seule classe ouvrière », 20 F les 50 exemplaires.

### • AFFICHE

Une affiche (62x91,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 1,10 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.



### • BADGE

Le groupe Paris 3<sup>e</sup> a édité un badge (38 mm.) contre le racisme, en blanc ou en jaune. Son prix : 6 F l'unité ou 4 F pour 10 exemplaires et plus.



Une affiche (62x91,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 1,10 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.



## sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, Radio-Libertaire en danger, Le téléphone sonne, Communiqué, Michèle Cotta — PAGE 4 : Grève au « Monde », Country squatt, Amis lecteurs, Pancho Villa — PAGE 5 : S.O.S. Nouvelle-Calédonie, Thierry Maricourt, Armée-Education, Roger Le Guen — PAGE 6 : Défense du droit d'asile, « Convergence 84 » à Paris, Communiqué — PAGE 7 : Crèche, C.N.P.F. et politique salariale, chômeurs non indemnisés — PAGE 8 : Hongrie, Nicaragua, Chili — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : M. Body, un esprit libre — PAGE 11 : Programme R.-L., Cinéma, Spectacles, Disques — PAGE 12 : XVIII<sup>e</sup> arrondissement, Les marchés de la faim.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°56 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
 145, rue Amelot, 75011 Paris (m<sup>o</sup> République)  
 tél. : 805.34.08

## communiqués

### • CORBEIL

Un groupe anarchiste est en formation sur Corbeil, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

### • VENDÉE

Une liaison vient de se constituer en Vendée. Les anarchistes vendéens entendent bien dynamiser le mouvement libertaire dans le département et en faire, à terme, une force politique avec laquelle il faudra compter. Plus une minute à perdre donc pour tous les Vendéens recalés du socialisme, décentrés du parlementarisme, déçus du capitalisme, décalés du réformisme... branchez-vous « anarcos », en écrivant « rapidos » à : C.L.Y., c/o C.O.R., bât. A, esc. D, Cité des Forges, 85000 La Roche-sur-Yon.

### • ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême tient une permanence et une table de presse tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Ausone, Angoulême.

### • CAEN

Le groupe de Caen informe les lecteurs du *Monde libertaire* qu'il tient toutes les semaines une table de presse au Restaurant universitaire B., le mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30.

### • LILLE

Le groupe de Lille tient ses permanences tous les mardis (excepté pendant les vacances scolaires), de 12 h à 13 h 30, au restaurant universitaire du Pont-de-Bois (Villeneuve-d'Ascq). Pour tout contact : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (tél. : (20) 57.37.06).

### • NANTES

Le groupe de Nantes tient provisoirement ses permanences lors de la vente du M.L., tous les samedis, de 11 h à 12 h 30, au marché Talensac.

## liste des permanences des groupes f.a.

### • PROVINCE :

#### • AISNE :

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

#### • ALPES-MARITIMES :

Groupe d'Aubenas : pour tout contact avec le groupe, écrire à C.E.S., B.P. 12, 07140 Les Vans.

#### • ARDECHE :

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • BOUCHES-DU-RHÔNE :

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

#### • CALVADOS :

Groupe de Caen : permanence le samedi, de 14 h à 16 h, au C.E.S., 156, rue Laponier, 14000 Caen-Detolle.

#### • CHARENTES :

Groupe d'Angoulême : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Ausone, Angoulême.

#### • CHARENTES-MARITIMES :

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

#### • CÔTES-D'OR :

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 13 h à 17 h 30, au 61, rue Jeanmin, à Dijon.

#### • DOUBS :

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

#### • FINISTÈRE :

Groupe « Les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chrétien.

#### • HAUTE-GARONNE :

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

#### • GIRONDE :

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

#### • HÉRAULT :

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • ILLE-ET-VILAINE :

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

## débats

### • ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise un colloque sur les D.O.M.-T.O.M. (Nouvelle-Calédonie) le samedi 8 décembre 1984 à 15 h, au 32, rue Ary-Scheffer, à Argenteuil (au fond de l'allée, à droite).

### • CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti présentera le samedi 15 décembre, à 20 h 30, le film de Bernard Baissat « Ecoutez les Bourses du travail ».

La projection sera suivie d'un débat à propos de « l'influence des anarchistes dans le mouvement ouvrier, leur participation active aux Bourses du travail et à la C.G.T. ». Projection et débat au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

### • CREIL

Le C.A.P.E.L. organise le samedi 8 décembre, 20 h 30, à la bourse du travail de Creil (2<sup>e</sup> étage) une réunion-débat sur « Le mouvement ouvrier dans les pays de l'Est ».

### • LORIENT

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer fait savoir à tous les compagnons de la région qu'il a repris ses activités. Anarchistes, groupons nous !

Une soirée de rencontre sera organisée le 7 décembre 1984, à partir de 20 h, à la Cité Allende (salle n°1). Nous aurons la présence de René Lochu. Si vous désirez entrer en contact avec nous, c'est l'occasion. Des anarchistes seront présents pour répondre à vos questions.

### • PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise une série de cours sur le thème « L'Autogestion », à partir de 20 h, au patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro : Boucicault). Au programme :

Le vendredi 7 décembre : « L'Homme devant le problème gestionnaire ».

Vendredi 14 décembre : « Les "tentatives" autogestionnaires ».

### • NANCY

La liaison de Nancy organise le vendredi 7 décembre à la M.J.C. Saint-Evre-Lillebonne, à partir de 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

### • BREST

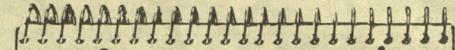
Le groupe de Brest organise une réunion-débat, le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, au Centre social de Bellevue (« Cinéma Xenon »), « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

### • TOULON

Le groupe « région toulonnaise » organise le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une réunion-débat sur « Histoire des objecteurs, insoumis et déserteurs » avec la participation de Michel Au-vray (qui dédicacera son livre à cette occasion).

### • LILLE

Le groupe de Lille organise le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement (M.N.E.), 23, rue Gosselet, Lille, (à 150 mètres du boulevard J.-B. Lebas), un meeting anti-raciste.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  Règlement  (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

## RADIO-LIBERTAIRE EN DANGER

**L**E bouclage du journal impose la rapidité et l'urgence. De nouveau, ainsi que les menaces le laissent prévoir R.-L. va subir les coups de la répression. A l'heure de la parution de ces lignes, les bucheurons roses auront peut-être de nouveau sévi (1). Le 27 novembre, Radio-Libertaire a reçu deux lettres qui indiquent nettement la volonté de l'Etat de faire taire « la voix sans maître ». « Pour ces motifs, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a décidé d'engager à votre encontre la procédure de suspension d'autorisation prévue à l'article 26 précité de la loi du 29 juillet 1982. » (lettre de la H.A.C.A. à Radio-Libertaire)

L'argument invoqué de la puissance excessive est grotesque quand on connaît les puissances d'émission de nos consœurs... Celui de la fréquence ne tient pas plus. « Des mesures effectuées récemment par nos services font apparaître que votre P.A.R. (Puissance apparente rayonnée) actuelle dépasse considérablement cette valeur (500 W). En outre, votre fréquence d'émission n'est pas celle pour laquelle vous êtes autorisé et l'emplacement actuel de votre émetteur : (...) n'est pas celui attribué à votre regroupement. » (lettre de T.D.F. à Radio-Libertaire)

- Radio-Libertaire émet depuis 39 mois sur la même fréquence, ce qui lui confère une légitimité certaine ;
- Radio-Libertaire ne reprendra aucun contact avec Radio-Montmartre, qui a renié unilatéralement sa signature ;
- Radio-Libertaire exige, dans le cadre du regroupement avec

### ÇA RECOMMENCE !



## RADIO LIBERTAIRE BÂILLONNÉE

EXIGEZ L'ATTRIBUTION  
DE LA FRÉQUENCE 89,5 MHz  
POUR RADIO LIBERTAIRE-RADIO PAYS  
EN TÉLÉPHONANT  
À LA HAUTE AUTORITÉ : 501.58.88,  
À T.D.F. : 657.11.15.

RADIO-LIBERTAIRE - 89,5 MHz - 145, RUE AMELOT - 75011 PARIS  
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Radio-Pays, une fréquence définitive.

Pendant que les pouvoirs publics s'acharnent sur une des dernières radios libres de la région parisienne, de gros requins pointent leur nez, avec l'accord tacite ou avoué de la H.A.C.A. :

- Europe 1 et Le Monde rachètent Canal-89, devenue 89 F.M. ;
- Hersant contrôle Digitale ;
- Havas se paie Metropolis ;

• R.T.L. fait main-basse sur Gil- da, etc.

Le vrai, l'éternel combat pour la vie de Radio-Libertaire prend de plus en plus tout son sens : le combat contre l'Etat et le fric.

Secrétariat de R.-L.

(1) Il va sans dire qu'un soutien massif (financier et politique) est nécessaire.

## « LE TÉLÉPHONE SONNE »

**J**EUUDI 22 novembre, sur France-Inter, lors de l'émission « Le téléphone sonne », le sujet était : « Les radios libres ». Qu'allait-il en sortir ? On s'en doutait un peu...

Les invités étaient des personnes de la Haute Autorité pour la communication audiovisuelle (H.A.C.A.), créée fin août 1982 ; les interventions, des témoignages : flics, pompiers, hôpitaux gênés par le brouillage des radios libres ! Quel beau prétexte, comme

le faisait remarquer le secrétaire de la programmation de Radio-Libertaire, à qui l'on a répondu par le flou, l'art de l'ambiguïté.

Une autre intervention, de Jean, animateur de Radio-Nep-tune (1) démontre les limites du dialogue. Jean téléphone en précisant qu'il n'a pas de question à poser, mais des points à éclaircir. Ils acceptent, lui retéléphonent : « Vous passez dans quelques secondes, fermez votre poste de radio ».

Il reçoit donc le retour dans son récepteur téléphonique ; il entend parfaitement l'émission, puis vient le moment de son intervention et là, on lui coupe le retour : il n'entend plus rien, d'où l'impression à l'écoute d'une personne qui refuse le dialogue.

Son intervention est ridiculisée, retournée contre les radios libres : « Voilà, c'est ce qui se passe dans les radios libres, on ne laisse pas répondre aux questions ; on monopolise la parole, tout le monde parle en même temps... »

Bons manipulateurs, bons professionnels, sous le couvert d'une émission « objective », ils vous interrompent, éludent vos questions ou pire brouillent la liaison téléphonique... si les questions les gênent, faisant croire à des difficultés techniques. Ils manipulent ainsi, sans problème, vos interventions, en vous laissant parler dans le vide, en coupant le retour.

La liberté d'expression ne se donne pas, elle se prend.

Nadine, Stéphane  
Gr. de Brest

(1) Radio d'une maison de quartier, seule radio libre sur Brest. Les autres radios ont choisi d'être des radios privées (avec spots publicitaires), parainées par les commerçants, etc.

## Editorial

**T**EL le monstre du Loch-Ness, est réapparu dernièrement un projet que l'on croyait renvoyé aux calendes grecques : le tunnel sous la Manche ! Et ce ne sont pas de joyeux farfelus ou des scientifiques obstinés qui ont annoncé cela, mais Margaret Thatcher et François Mitterrand dans un moment d'harmonie rare.

C'est à l'issue du neuvième sommet franco-britannique à Paris, venant couronner une « rencontre si constructive et si agréable » que les chefs d'Etat de la France et de la Grande-Bretagne ont lancé leur gadget. Il est vrai que lors des discussions, on avait mis fin aux querelles budgétaires communautaires et qu'une coopération des plus poussées est mise sur pied sur le plan industriel comme sur le plan militaire.

Qu'on en juge : de la centrale nucléaire de Guangdong (Chine) aux missiles anti-chars de la 3<sup>e</sup> génération (en collaboration avec les Allemands), en passant par le projet d'un avion de combat européen ! Le parfait amour étant filé par les gouvernements français et britanniques, il est normal que l'on envisage la construction de ce tunnel sous la Manche. Diable ! ceux qui, en 1981, ont voté pour le « candidat ouvrier le mieux placé » apprécient-ils à leur juste valeur les courbettes que Mitterrand fait à la dame de fer de la politique d'austérité Outre Manche ?

Ont-ils, dans leurs réunions à l'Elysée, échangé des méthodes de lutte contre les syndicats et tous ceux qui refusent de se serrer la ceinture et de se taire ? Voyageant en France, Margaret Thatcher a déclaré à Avignon qu'elle était « un fervent défenseur d'une Europe plus unie ». Sur la base de quels intérêts ? Les mineurs du bassin de Provence, les agriculteurs, les pacifistes et leurs banderoles lui ont rappelé qu'il pourrait exister une autre Europe, différente d'un rapprochement entre austérité de gauche et austérité de droite !

## MICHÈLE COTTA SE MET A TABLE

**L**E vendredi 23 novembre, à La Tour blanche, à Toulon, Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (H.A.C.A.), préside un dîner-débat sur le thème : « Les nouveaux médias audiovisuels en France ». Soirée où sont, entre autres, présentes les personnalités locales et régionales (Maurice Arreckx, maire de Toulon ; Paul Lanteri, directeur de F.R.3-Provence ; Var matin ; Chambre de commerce et d'industrie ; etc.).

C'est dans cette atmosphère de bouffe et de mondanité que les anarchistes de Toulon et de sa région sont passés à l'action directe, pour demander quelques explications à Michèle Cotta à propos de la situation scandaleuse dont est victime Radio-Libertaire et ce depuis trois ans d'existence réelle.

Après avoir déployé une banderole : une prise de parole et une distribution de tracts eurent lieu au grand étonnement de ces messieurs et dames. Devant une telle manifestation, non prévue au programme, les organisateurs, ne voulant pas et craignant que cette soirée dégénère, nous ont fait savoir que Michèle Cotta se proposait de nous recevoir.

C'est au milieu des journalistes — F.R.3-Provence, Var

Gr. Région toulonnaise

matin... —, que celle-ci nous a reçu, il est vrai un peu gênée et surprise par une telle réception. Après lui avoir exposé et rappelé la situation de Radio-Libertaire et lui avoir remis la pétition nationale (voir Monde libertaire n°548), qu'elle a lu attentivement, Michèle Cotta nous a fait part qu'aucune poursuite judiciaire n'avait été prise actuellement. Mais, à la question : « Pouvez-vous nous donner l'assurance qu'aucune répression à l'encontre de Radio-Libertaire ne serait prise dans les semaines ou les mois à venir ? », celle-ci s'est refusée à tout engagement. Donc vigilance !

D'autre part, elle nous a fait savoir qu'elle étudierait avec la plus grande attention la possibilité de regroupement avec Radio-Pays. C'est en rappelant notre indignation et notre colère, ainsi que notre mobilisation constante, que nous avons pris congé de la présidente de la H.A.C.A.

Face aux dernières menaces de répressions, effectuées par la Haute Autorité, à l'encontre des radios dites « illégales », restons vigilants et passons à l'action directe si le besoin se fait sentir pour que vive Radio-Libertaire.

## COMMUNIQUÉ

**L**A Haute Autorité, dans une lettre datée du 27 novembre 1984, a décidé d'engager à notre encontre une procédure de suspension d'autorisation. Le processus de la saisie de notre station est déclenché. Dans les heures qui suivent, un nouveau combat décisif s'engage pour la continuité de Radio-Libertaire.

Après avoir bradé la bande F.M. à des trusts financiers (Europe 1, Havas, Hersant...), la Haute Autorité, sous la pression de ceux-ci, a décidé d'opérer un nouveau balayage.

Radio-Libertaire, pour sa part, dénonce cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression en appelant tous ses auditeurs à la solidarité et à la vigilance.

Radio-Libertaire réitère sa position vis-à-vis des radios derrière lesquelles se cachent des monopoles financiers : non aux radios-fric, non aux radios « flics », oui aux radios libres.

Radio-Libertaire est prête à la riposte, elle restera sur la bande F.M. La voix sans maître ne se taira pas.

Fédération anarchiste



C'est toujours le même problème...

## GRÈVE AU « MONDE »

Le 27 et 28 novembre, « en raison d'une grève de certaines catégories du personnel de l'entreprise », le quotidien *Le Monde* n'est pas paru. L'encadré de dernière page de l'édition datée du 29 novembre dit que les syndicats C.G.T., F.O., C.F.D.T. et S.N.J. ont rejeté un projet de nouvelles grilles de salaires et les « réductions des rémunérations qu'elles impliquent ».

*Le Monde libertaire*, dans un prochain numéro, reviendra plus longuement sur cette grève, mais nous voudrions dans ce petit article montrer du doigt l'essentiel : le retour, par la notion de contrat, aux conditions du XIX<sup>e</sup> siècle !

La direction du *Monde*, si elle présente à ses lecteurs l'entreprise comme des « hommes et des femmes profondément attachés à leur journal », se comporte comme toute direction patronale. Au lieu de s'attaquer aux « bastions » du Livre, elle dirige ses manœuvres vers les employés et leur propose une réduction de salaire allant jusqu'à 3 000 F, l'abandon des augmentations conventionnelles, etc. Bref le retour au siècle dernier : l'employé face au patron, augmenté suivant l'avis du chef de service !

Alors, les employés ont bloqué le journal et comme l'espérait la direction du *Monde*, les autres catégories professionnelles ont diversement appréciés. Mercredi 28 novembre, les rotativistes étaient fort nombreux boulevard des Italiens pour empêcher tout « débordement »... Le corporatisme aux gros bras voit-il vraiment plus loin que le bout de son nez ou espère-t-il que le patronat (celui du *Monde* comme les autres) lui laissera un bout du gâteau ? La question mérite d'être posée !

Géronimo

### COUNTRY SQUATT

**S**IMON Valentin squatte au hameau des Vaihlès sur les bords du lac du Salagou (Hérault) une maison qui appartient au département. Il vient de recevoir le jugement du tribunal des

référés : il doit quitter immédiatement les lieux.

Décidé à continuer son occupation, il a fait appel. Affaire à suivre.

Gr. de Béziers

## AMIS LECTEURS

LES anarchistes dérangent, leurs moyens d'expression sont attaqués par l'Etat... Radio-Libertaire menacée d'expulsion de la bande F.M., des compagnons vendant *Le Monde libertaire* à la sortie du métro condamnés à des amendes... Plus que jamais votre soutien financier est nécessaire pour faire barrage à l'offensive de l'Etat contre le mouvement anarchiste.

Amitiés fraternelles

Les administrateurs

#### • SOUSCRIPTIONS :

KOZAK Gilles 50 F, GAUBERT Catherine 15 F, PIQUE Guy 50 F, CHADAIGNE J.-C. 50 F, JERRAM Laurent 50 F, LE GUYADER J.-P. 15 F, BORDEAU Michel 700 F, GARCIA Manuel 50 F, GAVEL Gérard 50 F, MOSSMANN J.-Y. 50 F, JAUNIN Bernard 50 F, LEROY Lucien 50 F, DAVID-BOUYER M.-F. 50 F, JEANNEAU Stéphane 50 F, FRAPPA Jean 100 F, GRALL Yves 50 F, RAJAC Pascale 50 F, DECHARNE J.-P. 50 F, CHEYLAN Yves 50 F, BARCELO J.-L. 50 F, BAUDOT Christophe 50 F, SALMON Patrick 50 F, BOUEY Pierre 50 F, LACROUTE J.-M. 30 F, MINISALLE Robert 20 F, BEAUFILS Ulysse 50 F, BORIE Stéphane 50 F, AUZANNEAU Georges 50 F, CHOQUET Nicolas 50 F, FARENC Sylvie 50 F, CORET Annie 50 F, ROCHARD J.-P. 170 F, BEDOS Pascal 200 F, BLANC Marguerite 50 F, CABANETTES M.-F. 200 F, CHATAGNON M.-J. 1 000 F, PUBLICO 513 F.

#### • PRÉLEVEMENTS AUTOMATIQUES :

Groupe Bakounine 100 F, CORDELET Didier 30 F, ATZORI Patrice 50 F, BOLUDA Jean-Luc 100F, BOUEY Pierre 80 F, DELORME Jacky 50 F, Groupe Sacco-Vanzetti 250 F, BOITELLE B. 25 F, CHEVTCHENKO M. 50 F, Ind. Begard 10 F, COSTES Daniel 50 F, ESCOUBET Gérard 50 F, EXERTIER Philippe 80 F, FEHR Didier 50 F, FERNANDEZ Luc 50 F, Groupe de Béziers 50 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe de Rouen 50 F, LANSAC J. 54 F, O. LE TROUHER 50 F, Liaison Anizy 100 F, MILLOT Guy 20 F, BEAUFILS E. 25 F, Groupe Varlin 100 F, PARIS Gérard 100 F, PIVERT Gérard 25 F, REMOND Jacques 100 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Fresnes 150 F, Liaison Blois 200 F, MIGNIOT Vincent 150 F, Groupe du Marais 50 F, MAY Françoise 50 F, MOULIE Gisèle 30 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, Groupe d'Aubenas 200 F, PEIRAT Y. 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, Groupe Louise-Michel 150 F, BERAUD J.-P. 100 F, CAILLLOT Jean 50 F, SELLIN Pascal 20 F, CELERIER Colette 100 F, RICHARD J.-C. 100 F.

- Total des souscriptions (septembre-octobre) : 4363 F.
- Virement automatiques mensuels (septembre-octobre) : 7 348 F.
- Total général (septembre-octobre) : 11 711 F.



## PANCHO VILLA EXISTE NOUS L'AVONS RENCONTRÉ

**Q**UAND un journal parisien, habituellement plus enclin à dénaturer le syndicalisme qu'à s'intéresser à ce qui bouge à l'intérieur, publia une « Lettre de l'intérieur de la C.F.D.T. », signée d'un pseudonyme collectif évocateur, certains ont dû croire au canular.

Comment imaginer qu'une nouvelle contestation — une de plus — puisse naître au sein de la C.F.D.T., en des termes plutôt virulents et d'une tonalité nouvelle, fustigeant tout à la fois le modernisme confédéral et l'archaïsme gauchiste ? La volonté de ses initiateurs de rester dans l'anonymat n'empêche pas apparemment leurs idées de circuler. Après le forum du congrès confédéral de Metz en 1982, puis « Pour une autre démarche syndicale » née le 1<sup>er</sup> mai 1983, sans oublier les déclarations de Gilbert Declercq, ancien dirigeant confédéral, sur ce qu'il appelait la « deuxième C.F.D.T. » et les récentes réactions de l'union régionale Basse-Normandie et de la fédération Hacuitex critiquant les positions confédérales sur la flexibilité de l'emploi, voilà le dernier né des troubles de la C.F.D.T.

Au milieu de tout ce foisonnement de critiques diverses, les dirigeants confédéraux tenteront dans quelques mois de compter leurs ouailles. Relevons qu'il est symptomatique que toutes ces « oppositions » choisissent de s'exprimer publiquement, contraintes à agir ainsi par le blocage de l'appareil confédéral sur l'organisation des débats dans la C.F.D.T. « Pancho Villa » ne fait pas exception à la règle. Mais voyons plutôt ce qui le différencie des autres oppositions que ce qui l'en rapproche.

« Ce syndicalisme est complètement largué. La C.G.T. vend son archéo-combativité, F.O. ses antiquités, la F.E.N. son monopole séculier, la F.G.C. son corporatisme élitiste et... la C.F.D.T. sort de la tranchée en brandissant au nom de la « modernité » un « new-look » des relations sociales : on est dans la même voiture, le patron tient le volant, le salarié la carte. »

Le bilan général du syndicalisme est donc exempt de toute concession, contrairement à certains gauchistes qui se pâment aisément devant la beauté des slogans cégétistes, sans en voir le caractère conjoncturel et parfaitement encadré.

La critique du fonctionnement interne est tout aussi rude : « Quiconque s'écarte de la ligne et pour n'importe quel motif se voit écarté. Hors des sentiers tracés, point de salut. Les directions syndicales n'organisent plus pour régler les problèmes, elles s'organisent pour faire taire ceux et celles qui s'interrogent. »

Les interrogations des militants ne manquent d'ailleurs pas de sujets à se mettre sous la dent. Plus que le fond des revendications, c'est la façon dont elles sont élaborées qui est dénoncée au travers de ce qu'on appelle le « présidentialisme ».

« La C.E. confédérale a en deux mois cinq ou six propositions différentes sur le pouvoir d'achat. Qu'importe, on n'a même plus la tête qui tourne. Edmond Maire le « médiatique » explique la politique de la C.F.D.T. sur l'écran magique et les militants se font interpellés le lendemain dans les boîtes. Pour peu que ces mêmes militants n'aient pas la télé, c'est bonjour les dégâts. Comme le disait un camarade : « On a l'habitude ! ». C'est vrai que l'habitude naît des répétitions et qu'à force, elle devient patrimoine. »

Le texte ne nie pas la réalité des difficultés que rencontre le syndicalisme dans la société actuelle et notamment ce qu'à la C.F.D.T. on appelle le développement de la société duale opposant la classe ouvrière en deux catégories distinctes, l'une plus ou moins protégée, l'autre vulnérable. Mais il en fait une lecture différente, reprochant à la confédération d'accepter des solutions qui vont à l'encontre des objectifs proclamés, comme les fameux T.U.C., les formations-parking et la charité organisée.

En substance, si la C.F.D.T. entend combattre le dualisme dans la société, qu'elle commence par balayer chez elle ! La critique de l'institutionnalisation s'en prend donc sur-

tout aux syndicats de la Fonction publique. « Enfin quoi, aux A.S.S.E.D.I.C., pour défendre les chômeurs on aura une majorité de conseillers du secteur public et nationalisé. Des spécialistes. Est-ce qu'un jour sera posé le problème des militants du public qui ne bossent pas dans leurs entreprises, ne sont contrôlés par personne et qui, sur la base du temps disponible, trustent tous les mandats de représentation ? »

« (...) Pendant ce temps, les fins de mois sont difficiles pour de nombreux syndicats. D'autres n'ont pas ces problèmes, ils ont des locaux et des permanents budgétisés par leurs ministères ou leurs directions. Ils ont aussi beaucoup de mandats bloqués contre toute petite avancée vers la péréquation des moyens dans l'organisation syndicale. Le syndicat des banques de Paris combattant l'amendement proposant la péréquation à un récent congrès, ça laisse rêveur ! Qui se souvient des Bourses du travail ? »

A l'évidence, ce texte est l'œuvre de militants du secteur privé. Mais la violence d'une critique passionnée et qui pêche sans doute par généralisation, ne doit pas cacher la grandeur d'un projet qui n'est pas exempt d'auto-critique. « Nous remettre en cause, y compris sur la réalité de l'intérieur de nos organisations, ne sera pas compris comme une preuve de faiblesse, mais comme une invite à participer à la révolution culturelle du syndicalisme. »

« Comment organiser massivement les chômeurs, avec et sans statuts, pour la défense de leurs droits et de leurs revendications ? Ce débat serait déjà, en lui-même, une révolution. Ce serait le premier pas vers la sortie de la crise, car c'est en donnant un contenu manifeste à son ambition sociale, à la réduction et au partage du travail, que le syndicalisme déculpabilisera les travailleurs et libérera leur énergie. »

La question est juste. Il faut maintenant s'atteler à lui apporter des réponses. Longue vie à « Pancho Villa » !

Alain Sauvage

## S.O.S. NOUVELLE-CALÉDONIE

R IEN ne va plus en Nouvelle-Calédonie. La tension qui règne dans l'île s'aggrave de jour en jour et si, pour l'instant, la situation reste calme à Nouméa, il n'en est pas de même en brousse. Maisons saccagées, pillées et brûlées, accès routiers bloqués par de nombreux barrages, familles séquestrées et rouées de coups (un nouveau pas dans la violence a d'ailleurs été franchi le vendredi 30 novembre avec la mort d'un Caldoche et d'un Canaque) : il ne reste plus beaucoup de place pour le dialogue si cher au gouvernement.

### L'émancipation du peuple kanak...

En durcissant ainsi sa lutte, le F.L.N.K.S. (Front de libération national kanak socialiste) entend faire annuler les récentes élections à l'Assemblée territoriale (voir à ce sujet l'article « Nouvelle-Calédonie, l'abstention : un choix, une politique » publié dans le M.L. n°551), remettre en cause le statut actuel de l'île et avancer les échéances du référendum devant se prononcer sur l'indépendance du territoire (avec la condition que, seuls, les Mélanésiens puissent se prononcer).

En attendant la réponse du gouvernement français, la situa-

tion continue à se dégrader. Tandis que, le 27 novembre, le R.C.P.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) lançait, de son côté, un appel aux Calédoniens à répondre par n'importe quel moyen aux agressions des indépen-

me la volonté d'imposer une véritable dictature sur tout ce qui n'est pas d'inspiration marxiste et qu'il tente d'imposer ainsi sa propre conception de la lutte de libération. Il paraît également que certains membres du F.L.N.K.S. se reven-



Barrage caldoche.

dantistes (1), le premier congrès national du F.L.N.K.S., qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> décembre, a officiellement proclamé la République de Kanakie et a validé le gouvernement provisoire (composé de trois ministres) qui avait été créé par le F.L.N.K.S.

D'après de très récentes nouvelles de Calédonie, il semblerait que le F.L.N.K.S. expri-

mentent du soutien de la Ligue communiste révolutionnaire française (L.C.R.). Il est pourtant difficile d'admettre que la L.C.R. puisse ainsi soutenir inconditionnellement un mouvement qui affiche autant d'intolérance et qui se revendique aussi nettement de la haine raciste : car, pour les militants du F.L.N.K.S., il demeure évident que les blancs représentent le capitalisme.

## SOUTIEN A THIERRY MARICOURT

M ERcredi 21 novembre, s'est déroulé à Amiens une soirée antimilitariste en soutien à Thierry Maricourt, inoumis au service national.

Une petite centaine de personnes s'était déplacée. Thierry Maricourt rappela tout d'abord

sa situation vis-à-vis de l'armée et de la justice : condamné en avril 1984 à six mois de prison ferme, pour « insoumission en temps de paix », sept mois plus tard, sans nouvelles des autorités militaires et toujours en liberté, il reste menacé d'une incarcération pouvant intervenir du

jour au lendemain. Il s'agit donc d'un véritable couperet menaçant sa liberté. Il semble que le soutien qui, jusqu'à présent, s'est existé autour de son cas explique cette situation. La justice n'est guère pressée d'incarcérer Thierry. Loin de réclamer « ses » six mois de prison, Thierry souhaiterait pourtant que la situation se débloque.

Après son intervention lors de ce meeting du 21 novembre, ce fut au tour de Pierre Martial d'intervenir. L'auteur d'*Objection mode d'emploi* (Editions *Avant de Recherche*) fit un exposé sur l'objection de conscience : historique, situation actuelle, en France et dans le monde. Si le statut d'objecteur s'avère très limité (déjà, et avant tout, de par l'obligation de servir l'Etat), il est évident que le plus important est surtout de refuser le statut de soldat, pilier de tout pouvoir. De la réforme à l'insoumission, le choix est large, même si le caractère politique est bien différent d'une action à l'autre.

Dernier intervenant de cette soirée : Serge Utge-Royo. Intervention en forme de tour de chant. Chansons de colère et chansons d'espoir tout à la fois, chansons qu'on ne se lasse pas d'écouter.

Cette soirée avait aussi un but : démontrer que le soutien est indispensable pour tout individu s'élevant contre l'ordre établi, et désirant poser des bases pour une société sans inégalités sans oppression.

Gr. d'Amiens

\*Soutien : Thierry Maricourt, c/o GAA B.P. n° 7 80330 Longueau

### ...sera l'œuvre du peuple kanak lui-même !

Quant à nous, si nous soutenons la lutte de libération du peuple kanak, ce n'est pas pour permettre qu'une nouvelle fraction remplace la domination des Métropolitains par la sienne et impose un nouveau pouvoir à l'ensemble de la population calédonienne !

Tandis que la « guerre des chefs », qui se déroule actuellement en Calédonie, offre le triste visage de l'autoritarisme et de l'abus de pouvoir, le gouvernement français, quant à lui, ne cherche qu'à tirer les marrons du feu sans se brûler. Comment ne pas éprouver le dégoût le plus profond devant cette mélasse politicienne, alors que, dans les veines de tout un pays, coule l'espoir d'une réelle liberté !

Vivre en paix en Calédonie est possible ; les ressources de ce territoire sont plus que suffisantes pour les besoins de la population locale, toutes ethnies confondues et sans domination aucune des uns sur les autres. Alors, pourquoi faut-il retomber dans le jeu du pouvoir et de la puissance — qui nous le savons bien — soumet les hommes à la domination et à l'exploitation !

Nous voulons que la France parte de Calédonie. Mais, aujourd'hui comme hier, nous affirmons et nous ne cesserons d'affirmer : RPCR ou FLNKS, à bas le pouvoir, à bas tous les pouvoirs !

Roland et Philippe Gr. Kropotkine

(1) A ce propos, la rumeur a couru ces jours derniers qu'une cinquantaine de neracs de l'ex-S.A.C. est précipitamment partie en « voyage d'affaires » à Nouméa.

## ROGER LE GUEN OBJECTION MON HONNEUR !

— « Le Monde libertaire » : Actuellement, où en est la mobilisation ?

— Roger Le Guen : Plus d'un demi-millier de signatures de toute la France, une vingtaine d'organisations politiques — notamment des sections de la Libre Pensée — et associations diverses. Des articles dans « Le Monde libertaire », la presse esperantiste et des émissions sur une radio libre cannoise.

Bien évidemment, nous pensons harceler la presse locale dès que la date du procès sera connue (début décembre) (1).

— Le M.L. : Pourquoi avoir choisi l'insoumission au statut pour affirmer ton combat antimilitariste ?

— Roger : Il est vrai que l'insoumission totale est un acte purement antimilitariste. En acceptant de jouer le jeu de la demande du statut d'objecteur, je diminue peut-être la radicalité du combat... Mais, il faut demeurer lucide et s'insoumettre au statut est aujourd'hui la méthode la plus efficace. Elle permet de rassembler et de sensibiliser au maximum, et souvent de passer à travers la répression étatique.

— Le M.L. : Le soutien te paraît-il primordial ?

— Roger : Indispensable ! Il ne faut surtout pas rester isolé. D'ailleurs l'individu qui s'insoumet est forcément une personne sensible aux théories anarchistes, donc il est conscient que l'organisation est une chose primordiale dans sa lutte.

Aujourd'hui, le mouvement antimilitariste ne s'est pas encore remis de l'accession au pouvoir des socialistes. Certains ont cru que la rose allait pousser spontanément au bout du fusil. Ils se sont vautrés aux tables de négociations. Seule la Fédération anarchiste a su rester honnête devant cette banalisation de l'objection de conscience.

— Le M.L. : Que penses-tu aujourd'hui des objecteurs de conscience soumis ?

— Roger : Il ne m'appartient nullement de porter un jugement sur des individus. Aujourd'hui, je refuse le service civil car je suis un militant révolutionnaire. Je profite de cette possibilité d'affirmer mon éthique anarchiste et je refuse naturellement de banaliser mon acte antimilitariste.

— Le M.L. : Crois-tu à une réapparition d'un mouvement antimilitariste plus conséquent ?

— Roger : Je reste convaincu que les élections de mai-juin 1981 auront tout de même permis de clarifier la situation. Et si, aujourd'hui, on se retrouve moins nombreux, si seulement quelques organisations continuent le combat antimilitariste, c'est aussi la preuve que les autres n'avaient pas forcément ce but.

Maintenant, on connaît la vraie nature des gens et associations et on s'aperçoit naturellement qu'il ne reste que ceux qui sont sincères et honnêtes. Tant mieux ! Car les autres n'avaient rien d'antimilitaristes...

Propos recueillis par Marie-Hélène Gr. de Nice

(1) Vous pouvez dès maintenant transmettre votre soutien à l'adresse suivante : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 50 boulevard Madeleine, 06000 Nice.

## UN CONCOURS ARMÉE-ÉDUCATION

D ES nouvelles de la symbiose Armée-Education... Les écoles primaires des huit départements sur lesquels diffuse le quotidien *La Nouvelle République du Centre Ouest* viennent en effet de recevoir un généreux dossier, haut en couleur et en propagande militariste, de la part de ce journal à grand tirage. Comme chaque année, *La Nouvelle République* organise un grand concours auprès des classes de cours moyen ; concours récompensé par un cadeau ou un voyage.

Simplement, cette année, *La N.R.* fait dans le kaki, ou plutôt dans le bleu marine, jugez-en ! Le thème du concours sera « L'Océan et les hommes du monde entier », les 200 têtes blondes (8 classes) qui auront le mieux planché sur ce sujet seront gracieusement récompensées de leurs efforts par... un voyage sur un navire de guerre, en l'occurrence notre célèbre porte-hélicoptère « Jeanne-d'Arc » !

Et *La N.R.* de commencer son bêtage dans les écoles sur cette attirante perspective, avec force revues en couleur à la gloire de notre marine nationale, précisant même, mais on s'en serait douté, que les autorités militaires avaient été enthousiasmées par le projet. Certains enseignants, eux, le sont moins.

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. de Maine-et-Loire vient de lancer un mot d'ordre de boycott de cette entreprise de propagande de l'armée. Nous attendons à ce sujet, mais sans trop nous faire d'illusions quand même, les réactions des glorieux défenseurs de la laïcité de l'école. Affaire à suivre...

Patrick Gr. d'Angers

## DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

**L**e problème du droit d'asile est toujours à l'ordre du jour. On sait dans quelles conditions indignes, le gouvernement de gauche a extradé des militants basques vers l'Espagne. A Madrid, on se prépare à demander, semble-t-il, de nouvelles extraditions.

Ne pouvant rester insensible, un groupe de personnes du département de l'Aveyron a appelé tous les gens et toutes les organisations soucieux du respect des libertés à une soirée de soutien aux réfugiés basques. Cet appel semble avoir été compris car, le samedi 27 octobre, la salle de la M.J.C. de Millau était pleine.

De nos jours, le droit d'asile est remis en cause par le gouvernement socialiste. Le droit d'asile dépend actuellement de considérations diverses. Officiellement, on invoque la « gravité des faits ». Quand on sait que les dossiers présentés au gouvernement français ont été réalisés exclusivement par des policiers espagnols, à partir de dénonciations extorquées sous la torture — fait reconnu par Amnesty International et signalé par la Ligue des droits de l'homme —, on peut penser que la décision d'extrader a été malhonnête. De plus, on peut s'interroger, en ce qui concerne la « gravité des faits », à partir de quel degré peut-on ou non tolérer la violence.

Aujourd'hui, quand on vient nous dire : « c'est grave » et que l'on extrade, on ne peut qu'opposer un arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 67 qui dit ceci : « Considérant que les faits imputés à Ignacio de la Palma — c'était un Portugais qui avait fait des « braquages » — bien que d'une particulière gravité, se rattachent à son activité politique, il n'y a pas lieu d'extrader ». Il y avait donc un critère très simple : c'est politique, on n'extrade pas. Aujourd'hui, quand on vient nous dire : « c'est grave », on occulte totalement le côté politique. Au nom du droit d'asile tel qu'il est, intangible, en matière politique, on n'a pas à se poser la question : « est-ce grave ? ».

Mitterrand, sentant bien qu'il n'était pas possible de justifier les extraditions par la gravité des faits, a trouvé un nouveau moyen d'explication. Maintenant, il dit : « Les réfugiés se servent de la France comme base logistique, alors il faut extrader ». Sur le plan juridique l'explication ne tient pas. L'Espagne a réclamé l'extra-

dition de militants basques, pas du tout parce qu'ils ont utilisé la France comme base logistique, mais pour des faits commis sur le sol espagnol dans les années 80.

De toute façon, si des Basques, par exemple, engageaient des actions contre l'Espagne par delà la frontière, si l'on considérait que cela gêne l'ordre public, il faudrait qu'ils soient emprisonnés ou expulsés, mais en aucun cas extradés. Car les

extrader, c'est prendre parti en faveur de l'Espagne contre les Basques.

Les réfugiés, de toute façon, signent un papier comme quoi ils s'engagent à ne pas avoir d'action politique en France. Le problème actuel est bien celui-ci : ou bien on admet, comme c'est prévu dans la loi et dans la Constitution que la France est une terre d'asile et que les gens peuvent y trouver la possibilité d'y vivre, ou on dit : « le droit d'asile c'est terminé ! », et on n'en parle plus.

Le choix d'extrader ou non est une affaire intérieure française. Aujourd'hui, on peut constater que les socialistes, qui étaient auparavant des fervents défenseurs des droits de l'homme, deviennent aussi « méprisables » que leurs prédécesseurs de droite.

Jean  
Gr. Sud-Aveyron

### POSITION DU COMITÉ MILLAVOIS

**L'**article 14 de la Déclaration des droits de l'homme stipule : « En cas de persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de trouver la protection d'un autre pays ». Pour le comité millavois, le droit d'asile est un principe intangible. A partir du moment où on prend une position de principe sur les délits politiques, quel qu'ils soient, il en advient comme pour l'opposition à la peine de mort, on n'admet aucune exception, ce sont des principes immuables.

Le comité n'a pas à prendre parti pour telle ou telle fraction, il ne soutient pas telle action ou tel groupe de quelque nationalité qu'il soit. Seulement il veut permettre aux réfugiés basques de pouvoir vivre en France et de régulariser leur situation. C'est une contribution au désamorçage d'une spirale de violence sur le territoire espagnol et sur le territoire français, dans la mesure où, si les Etats ont une politique répressive, forcément, ils enclenchent le processus qui justifie une action en retour.

On peut toujours dire tout ce qu'on veut sur les méthodes d'action de tel ou tel groupe, à partir du moment où les Etats ont un pouvoir plus important que celui de n'importe quelle fraction ou groupe, donc les moyens de répression ; ils provoquent en retour des actions violentes. C'est donc pour cela que le comité a pour but principal de casser cette spirale de violence en obligeant l'Etat français à arrêter ce processus d'extradition, qui est un acte de violence vis-à-vis de militants réfugiés sur le territoire.

La défense du droit d'asile n'est pas limitative. Elle concerne aussi bien les Basques que les Turcs, les Italiens ou les Allemands... Dans le droit fil des principes de 1789, ce sont les citoyens qui doivent défendre les droits fondamentaux.

F.A.-Aveyron



## « CONVERGENCE 84 »

### DE LA GARE DU MAINE A LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

**D**ÈS 13 h sur l'esplanade de la gare du Maine à Paris, en ce samedi 1<sup>er</sup> décembre, la certitude était là : la manifestation de Convergence ne serait pas un échec comme l'avaient annoncé certains. En effet, les camionnettes munies de haut-parleurs, les orchestres installés sur les plate-formes arrière des camions, les nombreux manifestants maquillés comme pour une fête, tout était là pour conjurer le temps gris et les menaces de pluie.

Plus qu'une ambiance de carnaval comme l'avaient souhaité les organisateurs, pas d'affirmation politique militante, plutôt les couleurs des meilleurs moments des manifs du 1<sup>er</sup> Mai. Celles où les travailleurs immigrés qu'ils soient Turcs, Algériens ou Africains tranchaient avec leurs cortèges enthousiastes sur la tristesse des travailleurs français tous syndicats confondus !

dre en mains ses propres affaires a toujours été le meilleur moyen pour l'émancipation de tous et pour les cinq groupes d'origines culturelles différentes qui composaient « Convergence 84 », cela se posait de manière urgente.

« Mon parti est plus révolutionnaire que celui du voisin, donc je suis le meilleur pour représenter et défendre les immigrés qu'ils soient de la 1<sup>ère</sup>, de la 2<sup>e</sup> ou de la 3<sup>e</sup> génération » était un discours que l'on pouvait entendre résonner en écoutant bien dans beaucoup de têtes. Aux réunions de « Convergence 84 », il était bien clair qu'aucune organisation politique ne devrait être dans la manifestation. Même le P.C. n'était présent que par les vendeurs de l'*Humanité*. Mais l'indépendance des jeunes immigrés constituait pour certains groupes d'extrême gauche un « dik-tat innacceptable ». Dont acte !

#### La presse et les Beurs

L'ensemble de la presse quotidienne avait relaté de manière relativement peu enthousiaste la montée des mobylettes sur Paris. Ce qui est convenu d'appeler la « presse de droite » citant les propos de Jean-Marie Le Pen sur l'immigration sans les reprendre à son compte formellement. Quant au *Matin* et à l'*Humanité*, ils avaient fort à faire pour faire oublier la politique du gouvernement socialiste et celle de certaines municipalités de gauche aidées par des bulldozers !

L'année dernière, durant la marche des Beurs, diverses personnalités de la majorité gouvernementale s'étaient montrées au bon moment pour être sur la photo. La colère qui venait des Minguettes avait été roulée dans la farine sous les lambris dorés de l'Elysée... Mais les dernières lois qui touchent les immigrés ont amené les responsables de « Convergence 84 » à réagir : « Ils parlent d'insertion, ils préparent notre expulsion ». Ce qui a conduit un quotidien parisien à mettre les pieds dans le plat, en titrant : « Le P.S. lache les « Beurs ».

#### Du Maine à République

Dans toute sa diversité, de 14 h rue de Renne à environ 19 h 30, la manifestation traversa Paris en longeant la Seine sur les quais, puis de la place du Chatelet remontant le boulevard Sébastopol. Nulle violence, les bouquinistes et les marchands de fleurs regardant passer les manifestants, les musiciens, sans éprouver le besoin de fermer boutique. Cette manifestation où les militants de la Fédération anarchistes s'étaient joints sans éprouver le besoin d'amener banderoles et drapeaux, se termina place de la République. Là, une militante de « Convergence 84 » dénonça dans une intervention vigoureuse la politique raciste du gouvernement et les récupérations de son mouvement en réaffirmant l'indépendance de celui-ci.

Démenti cinglant à ceux qui prévoyaient l'échec, le succès de cette manifestation a montré que les jeunes immigrés ne sont pas seuls et que nous pouvons « vivre égaux avec nos ressemblances quelles que soient nos différences ».

Thierry  
Gr. Pierre-Besnard

#### Lutte et indépendance

De la marche sur Paris, il y a un an, à « Convergence 84 » la détermination des filles et fils d'immigrés à ne pas se laisser récupérer a grandi. Pren-



### COMMUNIQUÉ

**L**a Fédération anarchiste protestant contre la menace d'extradition d'Enrico Fedele, militant anarchiste italien, se joindra au rassemblement organisé le jeudi 6 décembre à Bastille.

Les chefs d'inculpation, aussi fantaisistes soient-ils, nous confirment la volonté étatique de réprimer à l'échelle européenne des militants révolutionnaires.

La lutte des anarchistes contre l'offensive dirigée par l'Etat et les patrons contre les travailleurs passe aussi par le refus des expulsions et des extraditions.

La Fédération anarchiste invite donc les auditeurs de Radio-Libertaire et les lecteurs du *Monde libertaire* à soutenir Enrico Fedele, à la Bastille, à 19 h.

La Fédération anarchiste

## PAS DE CRÈCHE POUR LES CHÔMEURS

« **S**EULS peuvent être admis dans les crèches, les enfants dont les deux parents travaillent, suivent des cours de formation professionnelle ou ont qualité d'étudiants. Toutefois les enfants dont l'un des parents est au chômage pourront être maintenus trois mois, reconductible une fois. » Ce texte, voté lundi 26 décembre au Conseil de Paris par les conseillers municipaux R.P.R. et U.D.F., s'inscrit dans la ligne du programme politique de Jacques Chirac qui entend ainsi partir en lutte contre l'injustice sociale ! Tout un programme en effet puisque le maire de Paris entend se battre pour la suppression de l'impôt « injuste » sur les grandes fortunes et interdire dans le même temps aux chômeurs l'admission de leurs enfants dans les crèches municipales...

Il est vrai que ce texte ne fait qu'officialiser sur Paris une pratique déjà courante dans certaines crèches où l'admission des enfants n'était possible que dans la mesure où les parents travaillaient de manière effective (certificat de travail à l'appui) et aussi pour certains établissements, à la condition expresse que l'enfant soit présent un minimum de quatre jours par semaine, ou encore sur présentation de la carte de séjour pour les travailleurs immigrés.

Il est évident que ce nouveau règlement ne contribue en fait qu'à renforcer la notion de culpabilisation dont font l'objet, à l'heure actuelle, les chômeurs,

comme l'exprime bien cette directrice de crèche dont les propos se passent de commentaires : « Un enfant en crèche coûte 300 F par jour à la collectivité. Et qui paye ? C'est vous, c'est moi... Il faut que la solidarité ait des limites » (1). Ou encore, comme le dit Chirac lui-même : « à l'esprit d'assistance qui se généralise et qui conduit au laxisme, doit succéder l'esprit de responsabilité » (sic).

Quoiqu'il en soit, le procédé est habile : le nombre de chômeurs s'accroissant de jour en jour (2,5 millions en novembre et parmi ceux-ci 32,6% de femmes de moins de 25 ans et 24,7% d'hommes du même âge (1)), soit en fait la tranche d'âge la plus susceptible d'être concernée par le problème de l'admission en crèche), on résoud ainsi en partie et à moindre frais le problème des listes d'attente faute de places ou de personnel (non remplacé lors des congés maladie). Ainsi, on peut investir 8 milliards de francs pour les Jeux olympiques de 1992 — avec d'ores et déjà un déficit prévisible de 2 milliards de francs — au lieu d'investir dans la construction de crèches, d'équipements sociaux et l'embauche de personnel adéquat. Solidarité oblige ! Les chômeurs peuvent bien se sacrifier pour le prestige de la ville de Paris et de la France !

Liliane  
Gr. Pierre-Besnard

(1) Voir Monde libertaire n°551.

## LA POLITIQUE SALARIALE DU C.N.P.F. POUR 1985

**A** l'heure où les négociations entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales piétinent, sur les changements technologiques, sur la durée et l'organisation du travail, sur la flexibilité (travail différencié, E.N.C.A., etc.), Yvon Chotard envoie à toutes les fédérations professionnelles ses recommandations en matière de politique salariale pour 1985.

Il semblerait que le C.N.P.F. cherche à prendre les devants par rapport au gouvernement (amorce faite déjà en 1984) au contraire des années précédentes où bon nombre de branches professionnelles négociaient en s'alignant sur les résultats de la fonction publique. Il est vrai qu'en 1984, le gouvernement avait tellement tardé à « négocier » les salaires que la plupart des accords salariaux dans le secteur privé étaient déjà signés sans référence aucune aux augmentations des fonctionnaires.

Pour l'année à venir, les signés de Chotard visent essentiellement à renforcer la rigueur salariale en allant plus loin que la désindexation déjà bien amorcée des salaires sur les prix, à poursuivre ainsi le ralentissement des augmentations de salaires afin de combattre l'inflation : les profits des patrons ne participent-ils pas pour beaucoup plus à l'inflation ? Se déclarant toujours attaché à la politique contractuelle, le C.N.P.F. formule six recommandations :

• il réaffirme qu'il « multipliera ses efforts pour que les pouvoirs publics renoncent à leur politique de revalorisation des bas

salaires par le S.M.I.C., laquelle relève avant tout de la négociation » ;

• les salaires devraient être fixés suivant les paramètres économiques internes à l'entreprise, en les priorisant ;

• la performance et le mérite individuels, qui déterminent une part du salaire dans certains secteurs industriels doivent être davantage pris en considération. A cela, l'Union confédérale des cadres C.F.D.T. accepte que, sous couvert de « règles claires » négociées dans l'entreprise, les salaires puissent être pour partie liés aux performances individuelles et du groupe de travail ! Avec de telles positions syndicales, les chefs d'entreprise auront la tâche bien facilitée pour généraliser un système d'individualisation des rémunérations qui sur des critères inadmissibles renforcera les inégalités.

• « Il faut dans le même ordre d'idées, marquer une attention plus particulière à l'encadrement » (eh oui !)...



Le C.N.P.F., au premier plan Y. Chotard.

Hélène

## 40,6% DES CHÔMEURS NON INDEMNISÉS !

**L**A barre des 2,5 millions de chômeurs a été franchie en octobre 84 (voir Monde libertaire n°551), mais ce triste record s'aggrave de celui du nombre des nouvelles demandes d'emplois, ainsi que des fins de contrat à durée déterminée. La progression du nombre de demandeurs d'emploi s'est vu un peu ralentie et se situe à plus de 20 000 chômeurs par mois, alors que le premier trimestre avançait plus de 50 000 inscriptions mensuelles. Il est observé donc une évolution en un an de

+ 16,2%. Rappelons qu'en septembre 1974, il y a 10 ans, le cap des 500 000 chômeurs avait été atteint, celui de 1 million en octobre, l'année suivante.

L'évolution du chômage a été continue et chaque chiffre est vite dépassé. Par ailleurs, les offres d'emploi diminuent et ne représentent qu'une offre pour 58 demandes : pour la Bretagne, une offre pour 93 alors que la région parisienne reste la « moins » touchée avec une pour 31. Parmi les inscriptions à l'A.N.P.E., les pre-

miers entrées s'élèvent cette année de + 11,6% ; les catégories professionnelles les plus qualifiées (ouvriers et employés qualifiés, maîtrise, techniciens) sont les plus touchées par la restructuration, à l'exception des cadres, et ont une progression importante du chômage située entre 17 et 21% selon les catégories.

La montée du chômage s'accompagne d'un nombre croissant de demandeurs non indemnisés, chiffré à 40,6% des chômeurs. En premier lieu, 15% des chômeurs ne font aucune demande d'indemnisation, soit par ignorance de leurs droits ou mauvaise information, soit par négligence.

Mais de nombreuses raisons dues à la réglementation ou à la réduction de l'indemnisation de ces dernières années expliquent ce pourcentage élevé de non-indemnisés.

• Les dossiers sont classés sans suite s'ils ne sont pas complétés après demande de renseignements.

• Des demandes sont acceptées mais sont soumises à un délai de carence ou d'attente : dé-

lai de congé payé, délai d'attente des jeunes, préavis non effectué...

• Des demandes sont rejetées soit parce que les dossiers déposés sont en dehors du champ d'application de l'U.N.E.D.I.C. (non salariés et anciens salariés du secteur public), soit qu'ils ont été déposés après le délai de forclusion (plus d'un an après le début du chômage) ou soit en fonction de la réglementation. Les différentes causes en sont : la durée de travail insuffisante (inférieure à trois mois au cours des douze derniers mois) ; démission estimée non légitime pour l'allocation de base ; absence d'attestation de fin de cycle ou de diplôme pour l'allocation d'insertion ; allocation de solidarité non versée pour ceux qui ont moins de 5 ans d'activité.

• Des dossiers sont frappés d'exclusion définitive pour ceux qui ont épuisé leurs droits à l'indemnisation, notamment ceux qui atteignent les douze mois en allocation d'insertion.

• Des exclusions sont prononcées par le service chargé du

contrôle des chômeurs indemnisés.

Dans le contexte actuel, il faut donc non seulement agir pour développer l'emploi et la réduction du temps de travail mais aussi lutter pour, dans l'immédiat, améliorer l'indemnisation et réduire le nombre des exclus de toutes ressources. Nous ne pourrions nous satisfaire du système d'indemnisation mis en place en avril 1984 et qui a fait disparaître notamment le régime d'allocation versées aux salariés licenciés pour motif économique, à l'heure où le patronat cherche à développer l'exclusion des chômeurs dans les commissions paritaires A.S.S.E.D.I.C. (prolongations de plus en plus rares, restrictions sur les aides au fonds social...). A l'heure aussi où les pouvoirs ferment les yeux devant les heures supplémentaires effectuées en ce moment chez Citroën à Levallois, alors que 1 900 licenciements y avaient été prononcés.

Hélène  
Gr. Pierre-Besnard



## HONGRIE : G.-M. TAMÁS REFUSE L'EXIL

FIN août, la police hongroise a annoncé que Gáspár-Miklós Tamás ne pourra pas honorer l'invitation de l'université Columbia, à New York, et celle de l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris, et de l'université de Nanterre. En échange, on lui offre et on lui conseille d'émigrer, « vu qu'il ne parvient pas à respecter les lois du pays » (1). Après des campagnes de dénaturation, des menaces de la filicaille maintenant, pourquoi tout ce tapage ?

Pour comprendre la haine implacable des autorités socialistes hongroises envers M. Tamás, il faut — quoique rapidement — brosser son portrait. M. Tamás appartient à la minorité hongroise de Transylvanie (Roumanie). Après des études de philologie classique et de philosophie, il est devenu rédacteur d'un hebdomadaire littéraire en langue hongroise et critique-essayiste très connu. En 1975, il publie un volume d'études, *Les Chances de la théorie* (1), en 1977, une édition très — peut-être trop — savante de *Discours de la méthode* de Descartes (2). Il a des ennuis avec la police secrète et quitte la Roumanie en 1978 pour la Hongrie, où il enseigne l'histoire de

la philosophie à l'université de Budapest. Il est limogé en janvier 1982, pour avoir participé à l'université « volante » (cours libres clandestins), signé des protestations et écrit des « samizdats ».

Depuis lors, il est chômeur, mais continue de tenir, parfois, des cours dans des appartements d'amis. Il écrit régulièrement dans la presse indépendante illégale, publie des brochures. M. Tamás est considéré comme un des leaders de l'opposition démocratique en Hongrie ; une opposition harcelée, mais relativement tolérée par le régime de M. János Kádár qui aime se montrer libéral, au moins avec les gens connus — les ouvriers ne l'intéressent guère. La haine de l'Etat envers M. Tamás a surpris beaucoup d'observateurs occidentaux qui ont l'occasion d'entendre des propos respectueux à l'adresse de l'opposition même dans les ministères. Les causes de cette haine sont pourtant faciles à discerner.

Premièrement, la situation de la minorité hongroise en Roumanie et Tchécoslovaquie se détériore chaque jour ; l'opinion publique en Hongrie est inquiète. M. Tamás plaide sans cesse la cause des minoritaires persécutés (voir ses articles dans *Le*

*Quotidien de Paris et Libération*), sa popularité s'accroît. Deuxièmement, il est très apprécié dans les milieux littéraires et artistiques, traditionnellement très influents en Hongrie. Son rôle dans l'association des jeunes écrivains (cercle Attila-Jozsef) et ses prodiges de rhétorique incendiaire lui ont procuré beaucoup d'ennemis, puissants. La troisième cause est le fait que M. Tamás est un libertaire convaincu, donc il s'oppose radicalement à l'étatisme figé du système communiste de l'Est. Dans son bouquin, paru en « samizdat », *L'Oeil et la main* (3), il présente une nouvelle philosophie politique anarchiste. Théorie

féroce anti-étatique, elle est jugée trop acerbe par les « apparatchiks libéraux ». Son article intitulé *Pourquoi, quand même*, paru dans le n°8 du *Beszélő* (revue clandestine très lue), propose une nouvelle moralité politique qui pourrait exclure les tentations étatiques (une traduction française de ce texte doit paraître prochainement). Dans un autre essai important (*Beszélő* n°10), il implique sa philosophie anarchiste au problème de l'Etat national, à la question des minorités, ethniques ou autres.

M. G.-M. Tamás refuse l'exil offert par l'Etat. Il pense qu'il peut-être plus utile dans son

pays, avec sa version peu orthodoxe de l'anarchisme philosophique (il apprécie notamment l'héritage libéral anglo-saxon). Mais il a besoin de la solidarité des gens en Occident (4).

Susannah North-Ingram  
Londres

(1) Editions Kriterion, Bucarest-Kolozsvár (en hongrois).

(2) Mêmes éditions (en hongrois).

(3) Editions indépendantes A.B., Budapest 1983 (en hongrois), des fragments en français sont parus dans *Izok*, revue libertaire axée sur les pays de l'Est.

(4) En ce qui concerne la signification politique de l'affaire G.-M. Tamás, voir l'article de G. Ronay dans *The Times* du 25 septembre 1984.

## CHILI SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE

UNE nouvelle période de répression recommence au Chili. Les images que la télévision nous transmet ces derniers jours nous frappent profondément. La réouverture des camps de détention, tel que le stade de San Eugenio, à Santiago, et tant d'autres dans toutes les provinces du pays, nous contraignent à penser que de nouveaux centres de torture et d'interrogation recommenceront à fonctionner sur tout le territoire. Et les disparitions aussi. Pinochet a décrété l'état de siège pour six mois, renouvelable au gré du caprice de l'autocrate qui « malgouverne » le Chili.

Ces trois dernières années, le peuple chilien a renforcé sa résistance à la dictature. Mais cette résistance a pris un caractère dramatique lors de ces derniers mois, particulièrement dans les secteurs les plus pauvres et les plus démunis de la population qui doivent affronter une situation de misère qui s'aggrave jour après jour.

Ce sont les habitants de bidonvilles populaires, ceux qui ont été les principaux acteurs dans la résistance contre la dictature lors des dernières journées de protestation. Ce sont eux que la dictature de Pinochet est en train de frapper avec acharnement.

L'arrestation massive des dirigeants des organisations de base dans les bidonvilles populaires, les perquisitions, l'occupation militaire et policière de « poblaciones » entières, surtout les plus combatives, comme celle de Lo Hermida, celle de Pudahuel et d'autres... La déportation de centaines de résistants, spécialement de dirigeants syndicaux et d'organisations de base, prouvent la tentative désespérée de Pinochet d'en terminer avec la résistance populaire !

Il y a encore peu de temps, on pensait que les ennemis principaux de la dictature, étaient les partis politiques de la gauche traditionnelle. Mais ces partis, en acceptant l'appel au dialogue que leur a adressé le régime, ont démontré

leur incapacité d'interpréter la réalité et les motivations profondes de la résistance du peuple.

En exerçant cette répression massive contre les secteurs les plus pauvres, Pinochet et son régime reconnaissent dans le mouvement social et populaire leur principal et plus dangereux adversaire. Cette répression nous rappelle de façon dramatique les premières années de la dictature : face à ce tragique panorama quelle est la réaction des démocraties européennes ?

### Le silence

Le silence des démocraties européennes et l'appui des Etats-Unis constituent pour Pinochet une garantie d'impunité. Où sont donc les postulats et les promesses de Cancun ? Où en sont les discours sur la défense des droits de l'homme ? A quoi ont servi les condamnations des Nations Unies à l'égard du régime de Pinochet ces dernières années ?

La réalité nous oblige à constater que le silence et/ou le bon plaisir des démocraties occidentales ne sont pas gratuits. La dictature de Pinochet a ses complices. Ce sont les mêmes qui, pendant onze années, ont commercé avec la dictature et la famine du peuple chilien.

Ce sont eux qui construisent aujourd'hui des barrages électriques avec des capitaux français et italiens, ceux qui construisent des métros ultra-modernes pour la dictature, ceux qui ont vendu, ces onze dernières années, des armes à Pinochet. Et ces mêmes armes sont aujourd'hui utilisées pour massacrer la résistance du peuple chilien.

Les complices de Pinochet, ce sont aussi ceux qui ont permis la survivance d'un modèle économique inhumain, fondé sur l'injustice sociale, par le biais des emprunts financiers internationaux.

Le peuple chilien, de même que le peuple polonais, souffrent de la même maladie : deux dictatures brutales, sous des

régimes différents, mais ayant des pratiques et des objectifs similaires. Et comme toujours, les victimes sont les mêmes : les travailleurs qui résistent à la violence totalitaire des impérialistes tant de l'Est que de l'Ouest.

### Que faire ?

Comment répondre de façon solidaire à la résistance populaire chilienne ? En tant que travailleurs latino-américains en exil, nous sommes certains que la seule résistance valable est celle qui émane du sentiment profond des travailleurs antifascistes européens qui, eux aussi, ont connu et ont vécu les périodes sombres des régimes fascistes.

Les travailleurs chiliens, aujourd'hui plus que jamais, regardent l'Europe et attendent la solidarité concrète de ses peuples. Nous faisons appel à tous les travailleurs antifascistes européens.

En France, nous appelons les syndicalistes des centrales C.F.D.T., F.O., C.G.T., C.G.C., C.F.T.C., etc. et nous les invitons à se mobiliser de façon effective :

- en créant des comités syndicaux de solidarité avec la résistance populaire chilienne ;
- en dénonçant publiquement les entreprises qui commercent avec la dictature de Pinochet ;
- en boycottant le régime militaire qui massacre les travailleurs chiliens ;
- en prenant des contacts avec les comités de solidarité déjà existants de façon à coordonner les actions futures ;
- en prenant des contacts directs avec les organisations syndicales chiliennes et en démontrant à Pinochet que les travailleurs chiliens ne sont pas seuls.

La dictature de Pinochet doit disparaître à jamais.

G.A (1)

(1) Groupes d'autogestion pour la contre-information et la solidarité, Groupe latino-américain de Paris.

## NICARAGUA UN NOUVEAU CUBA

L'effervescence est retombée. Eden Pastora, le commandant Zéro, fait l'objet de sollicitations de la part de l'opinion publique et dit à qui veut bien l'écouter que ses « groupies » de l'A.R.D.E. meurent de faim et combattent dans un état physique proche du dénuement le plus total. Il n'a cependant pas tout à fait tort quand il affirme que la tension que fait régner les Etats-Unis et la possibilité d'une intervention directe servent les intérêts de la Junte sandiniste.

L'état de guerre, la mobilisation générale, la peur du « grand méchant loup » et le fonctionnement à plein régime des appareils de propagande permettent de rassembler les volontés — même mauvaises —, les énergies et de faire passer les esprits les plus lucides pour des contre-révolutionnaires larbins de la C.I.A. L'ennemi commun transcende les objections et oppositions apportées à ce régime profondément autoritaire dans ses institutions comme dans l'idéologie qui l'anime.

Le Nicaragua de 1984 est né du renversement d'une dictature, celle de la famille Somoza. Mais cette révolution, la révolution des Pastora, Borge, Ortega qui opère une rupture avec le système capitaliste, caractérisé par la propriété privée des moyens de production et par la régulation du marché, n'est pas l'aboutissement d'un quelconque dépérissement de l'Etat bourgeois, au moment, dans une optique marxiste, où les forces de production sont développées au maximum. Cette révolution est d'abord et avant tout la conséquence d'une lutte de libération nationale, anticoloniale.

Les sandinistes tentent de bâtir une nation, un Etat — ouvrier ou non, peu importe —, et pour cette fin, doivent construire de toute pièce une conscience nationale, intégrer toutes les consciences à cette identité. Ils font appel à cette dialectique qui méprise les différences, les cultures et communautés qui vivent dans cette partie de l'Amérique centrale.

Le fait que le marxisme et son réductionisme économique ne voit dans la lutte des classes que le moteur d'une libération à venir n'autorise pas les indiens Miskitos, Sumos et Ramas à nourrir de grands espoirs pour que les exactions des milices sandinistes s'arrêtent.

Le dogme marxiste est foncièrement incapable de comprendre et de supporter que d'autres sociétés d'hommes et de femmes ne vivent pas pour l'accumulation matérielle, ne soient pas des sociétés de pénurie et osent penser, lire l'histoire et le devenir social autrement.

La plupart des populations indigènes du continent américain accordent une place très importante au spirituel dans leurs cultures. Le matérialisme historique, elles n'en n'ont rien à foutre ! Et pour cela, les déportations, relogements forcés, les pillages et confiscations de biens. Tout ce qui ne va pas dans le « sens » est éliminé. Anarchistes, nous le savons... peut-être plus que d'autres !

Hervé

Le journaliste et éditeur Horst Stowasser, militant anarchiste et fondateur du Centre de documentation anarchiste à Wetzlar (R.F.A.) vient d'être condamné à une peine de prison de 35 jours ou à une amende pour avoir publié ces trois phrases banales : « Un soldat est un représentant de la violence organisée », « La profession d'un soldat consiste à tuer des gens », « Chaque soldat est un assassin entraîné ».

Ceci est de notoriété publique, et nombreux sont ceux qui le déclarent ; mais publier de telles affirmations dans la si fameuse « démocratie libérale » allemande semble être un délit.

Ces mots « assassins entraînés » n'ont rien de nouveau. La littérature allemande et internationale regorge de phrases

violence du mouvement antimilitariste. Dans ce commentaire, Horst a cité ces officiers et l'un d'entre eux s'est senti offensé... Il a dénoncé l'auteur du commentaire et l'a accusé d'avoir répété à nouveau la célèbre phrase contenant les termes « assassins entraînés ».

Au cours d'un premier procès à Wetzlar, en avril, Horst Stowasser fut condamné à une peine de 35 jours de prison. En octobre, s'est déroulé le procès en appel, à Limbourg. Ce procès ne fut qu'une farce, malgré la présence de la presse, de la radio et d'un public important à l'audience. Les juges n'ont pas pris en considération les quatorze preuves et arguments avancés par l'accusé dans son discours de huit heures. Horst a mis en évidence le fait que les « insultes », n'est en fait que la la-

fin à la vague de critiques antimilitaristes qui déferle sur les autorités. Mais en vain !

En conclusion, Horst Stowasser déclara : « Si c'est un crime de dire que l'armée c'est la violence, si c'est un crime de dire que les soldats tuent et qu'ils sont entraînés pour assassiner, alors j'irai avec orgueil au lieu prévu dans cette société pour ceux qui disent de si simples vérités : c'est à dire en prison, car je refuse à donner quelque argent que ce soit pour l'honneur d'un « assassin entraîné ».

La sentence dont fut victime Horst Stowasser a provoqué un débat agité dans la presse allemande, et en particulier dans les milieux antimilitaristes. Elle est considérée comme une atteinte à la liberté d'expression, puisqu'elle tente de cen-

## CONDAMNATION D'UN ANTIMILITARISTE ALLEMAND

identiques, et le fameux auteur allemand Kurt Tucholsky les a publiés dans la revue *Die Welbühne*, du martyr antifasciste et prix Nobel de la paix Carl von Coszietzky. Voilà bien longtemps, puisque cela remonte à 1932. Cette même année, à la veille du fascisme, un tribunal allemand avait déclaré innocent Tucholsky. La justice de Bonn se révèle aujourd'hui encore plus réactionnaire que celle de Weimar...

Déjà en 1980, Horst Stowasser avait publié ces phrases dans le journal régional *Lahn Dill Bote* dans un éditorial antimilitariste. Il fut condamné par l'ancien ministre de la Défense, M. Hans Apel, mais il gagna finalement son procès et fut déclaré innocent en 1981. La même année, Horst Stowasser réalisait une série d'interviews de quelques hauts officiers de l'armée allemande, à l'occasion de la commémoration d'Hiroshima. Il leur posa une seule question, à savoir : « Quelle serait leur attitude s'ils recevaient l'ordre de lancer une bombe atomique ? » ; tous déclarèrent qu'ils obéiraient à l'ordre reçu.

Profondément ému par ces réponses, Horst Stowasser a publié un commentaire dans le même journal. Dans ce commentaire, il dénonce l'attitude paradoxale des soldats qui n'ont pas de scrupules en lançant des missiles atomiques, et qui exercent une profession violente par essence, mais qui exigent de façon catégorique la non-

mentable réalité, et que, même parés par le langage juridique, les 92% de personnes tuées dans les guerres « modernes » doivent être considérées comme « assassinées » au vu du droit international.

Horst Stowasser a également mis en lumière le fait que le procureur a commis trois falsifications en citant l'article et que les mêmes soldats dans leur propre littérature militaire s'appellent fréquemment « assassins ». Il a par ailleurs dénoncé le caractère de campagne politique menée par l'armée et son ministère afin de mettre

sur en imposant aux écrivains et aux journalistes le langage qu'ils doivent employer pour critiquer l'Etat et l'armée.

Quoiqu'il en soit Horst Stowasser n'a pas changé d'opinion : « Je continuerai à dire ce qui relève de la plus simple évidence et de la plus parfaite vérité. Ils peuvent me condamner mais non pas me réduire au silence. »

Otto Rammstedt  
Centre de documentation  
anarchiste



C'était une ville...

## PROCÈS DE TURIN

Le procès de Turin s'est terminé mercredi 24 octobre. A ce procès, comparaissaient plusieurs anarchistes et libertaires accusés de faire partie du C.O.L.P. et de Prima Linea (ce que nos compagnons ont toujours nié) et sans qu'aucune preuve sérieuse ne soit venue étayer ces accusations, tout au long de cette mascarade.

Voici les peines encourues par ces compagnons : Delfina Stefanuto : 3 ans et 6 mois ; Giuseppe Ruza, relaxe pour insuffisance de preuves ; Gabriella Bargamaschini : 4 ans et 6 mois ; Franco Fiorina : 10 ans et 10 mois ; Carla Bagnalone et Nicoletta Gerardo : 3 ans et 6 mois ; Renato Cornacchia : 5 ans et 5 mois ; Raffaele di Biasi : 10 ans et 5 mois ; Paola Deffenu : 3 ans ; Monica Oppezzo : 5 ans et 4 mois ; Battista Saiu : 4 ans et 7 mois ; Daniele Tarasco : 4 ans et 8 mois.

## ALLEMAGNE SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS ANGLAIS

LES 3 et 4 novembre, nous avons assisté aux actions organisées par la fédération locale de Cologne (F.A.U.-A.I.T., équivalent de la C.N.T.) où pendant 15 jours ont été reçus 21 enfants, fils de mineurs en grève, et un couple.

L'organisation de Cologne, quoique modeste en nombre, a su multiplier les actions afin de donner un exemple de solidarité qui doit s'étendre pour que les mineurs anglais se sentent soutenus par le dynamisme et l'action des anarchistes du monde entier.

L'ambiance était chaleureuse et fraternelle malgré la difficulté qu'entraînaient les différences de langue pour se comprendre. Mais souvent parler avec le cœur suffit.

Nous avons eu la satisfaction de dialoguer avec le couple qui les accompagnait dont la conversation était la suivante : des ouvriers et des enfants qui, pour la première fois, sortent d'Angleterre ; la seule référence qu'ils avaient de l'anarchisme espagnol était le livre d'Orwell *Homage à la Catalogne libre*.

### Sur la grève

Ils nous ont dit que la fermeture des mines n'était pas un sujet négociable (c'est un aspect si grave que tous les autres sont secondaires).

Ils pensent que même s'ils sortent en vainqueur, le gouvernement s'arrangera par d'autres moyens pour emporter la victoire.

La lutte se situe entre le gouvernement et le syndicalisme qui n'admet pas le consensus.

Ils constatent avec douleur que les ouvriers des deux Allemagnes, de Pologne et de Chine, au lieu de se montrer solidaires, consentent à ce que leur charbon arrive en Angleterre, faisant ainsi de cette matière noire un produit « jaune » au service du capitalisme anglais. Avec une certaine raillerie, on nous a dit que celui de Chine ferait escale à Bilbao.

Ils ont amené un film vidéo qui nous montre que les charges de la police anglaise sont aussi brutales que n'importe quelle autre.

Grâce aux aides qu'ils ont reçues — on a réussi à remettre à chaque ouvrier 18% de son salaire. Mais l'arrivée de ces aides reste clandestine parce que le gouvernement interdit jusqu'à la plus élémentaire pratique de solidarité. Il veut les vaincre par la faim.

Le gouvernement a brandi des promesses afin de briser la grève. Un conflit qui dure depuis 8 mois, c'est quelque chose, et en tant qu'individu, ce qui est notre cas, comme collectivement, ce conflit ne peut laisser personne indifférent. Pour ceci, nous informons de ce que nous avons pu voir et entendre, pour montrer la constance du fait lui-même et pour contribuer à réveiller les consciences avec tous les moyens qui sont à notre portée.

### Nouvelles de dernière heure

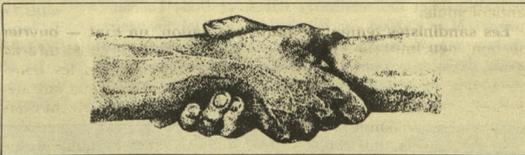
Dans la seconde semaine de son séjour en Allemagne, après une réunion d'information à Munich, l'accompagnateur des enfants a été retenu par les autorités allemandes et mis dans la situation d'un suspect.

A son arrivée en Angleterre, il a été de nouveau détenu et maltraité de telle manière qu'on lui a déboîté un bras, pire que s'ils l'avaient cassé. En ce qui concerne sa compagne, on a tenté de la présenter à son patron comme une « activiste » pour qu'elle soit licenciée.

Nous déclarons que face à la solidarité du patronat et des Etats, nous devons répondre en multipliant la nôtre. « Solidarity with british miners ! »

Extrait de *Cenit*

Extrait de *Cenit* par nos compagnons Francitana et Marcelan.



A travers ces condamnations arbitraires, l'Etat, une fois de plus, nous montre son vrai visage, celui de la répression et de la démagogie. Ce procès fut monté de toute pièce, les suppositions, mensonges et amalgames furent de règle. Ce fut un procès pour faire taire et condamner une voix rebelle, celle du journal anarchiste *L'Agitatore*, qui développe l'entraide et la solidarité en faveur des prisonniers politiques. Un procès parmi tant d'autres dans un pays qui, sous couvert de lutte antiterroriste, en vient à réprimer tout mouvement de contestation et à bafouer la liberté d'expression.

Face à cette répression dont viennent d'être victimes nos compagnons, vous pouvez témoigner votre solidarité internationale en écrivant à l'adresse suivante : Circolo L.A. Scribante, via Cardinale Mercurino, 9, 13045 Gattinara (V.C.), Italie.

D'après *Umanita nova*

## MARCEL BODY : « UN ESPRIT LIBRE »

UN petit appartement tranquille, dans la banlieue ouest de Paris. Près d'un piano, un samovar. Au mur, des photos : « Alexandra Kollontaï à son arrivée à Moscou... Et là, la Place rouge en 1918 », nous annonce Marcel Body. Ses yeux pétillent et il ajoute : « Vous les retrouverez dans mon livre ! »

En effet, « Un piano en Carélie » raconte les dix années passées en Russie (1917-1927) par Marcel Body. Dix années au cours desquelles il a été un acteur discret et un témoin privilégié de la révolution.

Quel hasard extraordinaire a donc conduit un ouvrier limousin de 22 ans à réaliser ses deux grands rêves : vivre en Russie et en Norvège ?

Marcel Body naît à Limoges, le 23 octobre 1894, d'un père céramiste et d'une mère couturière. Dans cette famille socialiste, sa passion pour la lecture et la politique se manifeste très tôt. Vers 10/11 ans, la guerre russo-japonaise de 1904 et la révolution russe de 1905 le fascinent. Peu après, il suit attentivement ses premières grèves et manifestations à Limoges.

Quand la guerre de 14 survient, le jeune homme est boulevé par la mort de Jaurès, et il comprend mal la volte-face des socialistes, devenus bellicistes. Apprenti-typographe à l'imprimerie ouvrière de Limoges, il découvre avec enthousiasme les écrits de Tolstoï. Cependant, déçu par leur traduction, il décide d'apprendre le russe. Et c'est la connaissance de cette langue qui lui permet, une fois incorporé, de partir comme instructeur à Moscou en 1916 !

### Lénine et la Terreur rouge

Très vite, enthousiasmé par la révolution d'octobre, Body devient « Bolchévik à 100 % ». Pour trois raisons principales : « la conquête du pouvoir et l'abolition de la grande propriété industrielle et foncière m'apparaissent essentielles alors, en tout cas, la condition nécessaire à la réalisation du socialisme ». De plus, « je n'avais aucune prévention contre l'étatisme intégral préconisé par Lénine. Je ne savais pas encore les conséquences qu'il entraînerait sur le plan bureaucratique ». Enfin, Body souhaite profondément la paix, et seul Lénine semble décidé à la réaliser.

« L'armée russe était surtout composée de moujiks, de paysans qui n'aspiraient qu'à deux choses : la paix et la terre. L'exclamation de Lénine : « Plutôt une paix atroce que des atrocités sans fin ! » répondait bien à leur attente. Lénine fit cesser la guerre et signa le décret concernant la réforme agraire, reprenant ainsi le programme des socialistes-révolutionnaires, très populaire dans les campagnes ».

Lénine obtient de ce fait le soutien des foules et le pouvoir. « A l'assemblée constituante il laisse périr ses adversaires menchéviks et socialistes-révolutionnaires toute la nuit. Finalement, le matelot qui commande la garde va taper sur le bras de Tchernov, le dernier orateur, en lui disant : « Assez comme ça, mes hommes ont besoin de dormir. » C'est la dissolution de la Constituante ».

Après un court voyage à Pétrograd, Body est versé à la mission militaire française.

« Il y avait un banditisme formidable. On assassinait, dévalisait, déshabillait les gens dans la rue (les vêtements étaient des éléments de troc) ».

Le début de la terreur rouge entraîne l'interdiction de toute presse autre que bolchévique et l'élimination des opposants. Le 3 mars 1919 est fondée la III<sup>e</sup> Internationale. Jacques Sadoul, Pierre Pascal, Robert Petit et Marcel Body entrent au groupe communiste français qui soutient activement le régime. Sadoul se rend à Kiev et à Odessa pour y installer un bureau chargé des pays balkaniques et des territoires slaves, et Body l'accompagne. Mais Odessa est bombardée par les Français. Body se réfugie dans la campagne. Il erre quelque temps avant de faire retraite avec d'autres rescapés. En cours de route, les bolchéviks développent une propagande intense : « En Ukraine, l'antisémitisme était systéma-

tiquement entretenu, car il justifiait d'incessants pogromes auxquels se livraient des bandes de brigands. Aussi pour bien montrer aux auditeurs de ces meetings villageois que les confédérés bolchéviks n'étaient pas juifs on les affublait d'une croix qu'ils portaient en sautoir, à la manière des popes ».

Finalement, la jonction s'effectue avec l'armée du Nord et Body poursuit ses activités militantes au sein du groupe communiste de Pétrograd, créé par Victor Serge et lui-même : « le recrutement des groupes communistes français de Russie se faisait au petit bonheur la chance. Parmi les adhérents il y eut notamment le sacristain de l'église Saint-Louis-des-Français, et beaucoup d'autres qui n'avaient jamais entendu parler de Marx ou même de socialisme avant les événements d'octobre ».

### La disparition de Lepetit et Vergeat

Le II<sup>e</sup> congrès du Komintern s'ouvre à Moscou. Des délégués de tous les pays viennent manifester leur enthousiasme à Lénine. « Tandis que la population de Moscou crevait littéralement de faim, les délégués étrangers touchaient à peine à ce qu'on leur offrait. En revanche, les garçons, qui portaient sous leur longue blouse d'immenses poches en toile cirée, y déversaient pêle-mêle le contenu des assiettes et des plats. Tout n'était donc pas perdu pour les Moscovites qui avaient la chance d'approcher la faune de ces garçons-kangourous ».

Parmi les représentants Français se trouvent deux cégétistes de tendance anarcho-syndicaliste — Lepetit et Vergeat, et un jeune universitaire, Lefebvre fort apprécié des leaders bolchéviks. Le congrès terminé, les trois hommes acceptent le voyage d'agrément et d'étude que leur propose Sadoul dans le sud de la Russie. Et, lors d'un séjour à Pétrograd, ils annoncent leur retour en France par le Grand Nord. Marcel Body et Victor Serge se montrent fort surpris d'un tel parcours, beaucoup plus long, dangereux et pénible que l'itinéraire Lettonie-Allemagne ordinairement suivi. De plus, le congrès de la CGT ne va pas tarder à se tenir en France. Lepetit et Vergeat veulent y prendre la parole pour raconter leurs impressions — plutôt mauvaises — de Russie. Arriveront-ils à temps ?

Un long moment s'écoule avant que Victor Serge ne reçoive une lettre alarmante de Lepetit. Les délégués français sont coincés dans une île déserte, non loin de Mourmansk. Puis c'est le silence, Zinoviev explique la « disparition » des trois hommes : las d'attendre un navire norvégien, ils ont décidé de s'embarquer sur un petit bateau de pêche soviétique et se sont noyés.

Cependant, cette version des faits ne convainc pas Body : « Mourmansk avait été déclarée zone interdite. Nul ne pouvait y pénétrer sans raison de service ou autorisation spéciale. Par ailleurs, il n'y avait pas de bateau de pêche appartenant à des particuliers ». Que s'est-il donc réellement passé dans le Grand Nord ? Rendus furieux par la situation et comprenant qu'ils ont été retardés volontairement, pense Body, « Lefebvre, Lepetit et Vergeat n'ont pu contenir leur révolte » et ont été éliminés.

### Insurrection des marins de Cronstadt

Bien plus que cette affaire, pourtant, un événement très grave, en février-mars 1921, va conduire Body à critiquer ouvertement le parti : Cronstadt ! Le soulèvement des marins par solidarité envers les ouvriers grévistes de Pétrograd, crée un grand trouble dans son esprit : « Je me demandais comment on avait pu en arriver là. Trois années seulement nous séparèrent de la révolution d'octobre, mais elles avaient suffi pour rejeter dans l'opposition, pire, dans la révolte à main armée, les travailleurs et les matelots qui, à l'origine, avaient été les principaux soutiens de Lénine ».

La répression qui s'ensuit et la misère de la population russe ne font qu'aggraver les craintes de Body : « Grand intellectuel, homme d'Etat remarquable, Lénine

n'avait malheureusement pas la compétence voulue pour diriger l'économie du pays. Et il voulait gouverner seul » (...) « tout ce qui a été fait dans les premiers mois de la révolution est à mettre à son actif ou à son passif. Il a donné son orientation définitive au régime. Pour être sûr que sa politique serait appliquée d'une main ferme, il a installé Staline au secrétariat du parti ». Au lendemain de Cronstadt, Lénine avoue lui-même son échec et impose le « retour en arrière » que constitue la Nouvelle Economie politique.

Après le III<sup>e</sup> congrès du Komintern, Body dirige à Moscou le service des publications en français. Mikhaïlov, qui vient d'être nommé ambassadeur d'URSS en Norvège, voudrait l'emmener à Christiania (Oslo) en qualité de secrétaire particulier. Body saute sur l'occasion avec joie. Mais son attitude au moment de Cronstadt le dessert et le Kremlin fait des difficultés. Enfin, « le contact avec la réalité capitaliste » devant, selon son ami Boris Souvarine, « dissiper ses doutes », il reçoit l'autorisation de partir. C'est ainsi que Marcel Body, typographe limousin devenu diplomate soviétique, séjourne en Norvège de 1921 à 1925.

Mikhaïlov ne tarde pas, victime d'une intrigue, à être remplacé par Souritz puis par Alexandra Kollontaï (en disgrâce après la parution de sa brochure « L'opposition ouvrière »).

### Body revient en France

Cependant, Body pense de plus en plus à rentrer en France. Il ne se sent pas bien dans le parti de Staline. Mais « là où le Comité central vous a installé, vous devez demeurer aussi longtemps que vous n'êtes pas rappelé ». Aussi Alexandra Kollontaï lui propose-t-elle de l'accompagner à Moscou, ajoutant : « une fois là-bas, je tomberai malade, de manière à ne pas pouvoir revenir en Norvège ». Elle tient parole.

Body retrouve Limoges en décembre 1925. Il échappe de peu à une arrestation. Il régularise sa situation et retourne une dernière fois à Moscou : « Je renonçai à tout jamais à la carrière diplomatique que l'on m'offrait (à Pékin ou à Tokyo). Mon ambition fut de poursuivre en France la traduction de Lénine que j'avais entreprise ».

Tout de suite, Body se heurte à la bureaucratie stalinienne et la réponse à sa demande traîne jusqu'en mars 1927. Pendant cette période, les milieux informés du parti parlent beaucoup, à mots couverts, du « Testament de Lénine : c'est Kroupskaïa, sa femme, qui l'avait communiqué en 1925 au Politburo, pour que Staline soit déseisi de ses fonctions de premier secrétaire du parti. Mais harcelée, tourmentée, espionnée, elle finit par reconnaître l'inexistence du document et, rompant publiquement avec l'opposition, elle se rangea sous la houlette de Staline ». Body, qui rencontre fréquemment les ex-dirigeants de l'opposition ouvrière, Chliapnikov et Medvediev, leur demande une copie du « Testament de Lénine » : « Je l'ai obtenu grâce à eux. Je l'ai transcrit et l'ai fait passer en France par l'avocat Henri Torres ». Le document est cédé au New York Herald contre une somme considérable, qui permet à Boris Souvarine de diffuser en France son Bulletin communiste.

Enfin, en mars 1927, Body s'installe à Limoges, refusant d'être candidat communiste aux législatives, il est exclu du parti en août 1928 : « Mon intention première était d'en démissionner. Des amis m'ont conseillé au contraire d'y demeurer et de m'en faire rejeter ».

Par la suite, il tente vainement de rapprocher les différents courants d'opposition qui en sont issus. « Etant donné ma formation politique, je ne voyais pas à ce moment-là d'autres moyens d'action que la conquête du pouvoir. Ce n'est que plus tard, quand j'ai compris tous les aspects négatifs du marxisme et du léninisme, la concentration dans les mains du parti de la vie entière du pays que j'ai été amené à rechercher d'autres solutions ».

Son travail sur les œuvres de Lénine lui est retiré. Body entre alors comme correcteur d'imprimerie à Paris-soir. Mais il continue de traduire des textes norvégiens et russes. A partir de 1957, il devient pour l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam le traducteur de Bakounine : « Mon évolution actuelle a été largement conditionnée par la connaissance de ces écrits. Dès 1869, Bakounine dénonce ce que serait un Etat entre les mains des marxistes : une caserne ! Une nouvelle servitude surgirait, plus implacable encore que celle dont le monde du travail se serait cru débarrassé ».

Après son départ du PCF, Body n'a jamais plus voulu adhérer à aucune « chapelle » Il a évolué vers un « anti-étatisme libertaire et pacifiste » et, jusqu'à sa mort il a défendu avec vigueur l'anarcho-syndicalisme et les coopératives de production : « Les pires froids n'ont jamais empêché le printemps de revenir ni l'été de mûrir les moissons, et les plus abondantes seront toujours celles d'hommes forts et d'esprits libres... »

Vanina et Consort



SPECTACLE

## « BESANÇON-SUR-AMAZONE »

Le temps d'une soirée, la ville de Besançon a pris des allures de fête. Mardi 6 novembre, invité par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, Bernard Lavilliers s'est produit sur la scène du palais des sports, devant un public enthousiaste estimé à un peu moins de 2 000 spectateurs.

On a tellement dit et écrit sur le talent de Lavilliers, qu'il



peut sembler inutile d'en parler ici. Et pourtant, sa prestation scénique — près de 3 heures sur scène — fut d'une telle qualité, qu'il serait dommage de la passer sous silence. Même la mauvaise sonorisation de la salle n'a pu gâter en quoi que ce soit le plaisir de cette soirée. On aime à dire des chanteurs qu'on peut les aimer ou les détester. Avec Lavilliers, les sentiments n'ont plus cours, ils ont vite fait d'être dépassés. Car il y a de la magie dans son spectacle, de la magie qui ne s'explique pas seulement par

d'habiles jeux de lumière et l'apparition épisodique, aux côtés du chanteur, d'une artiste qui danse à la manière d'une ensorceleuse. Tout l'univers de Lavilliers est magique.

Lavilliers, ce soir-là, ce fut avant tout l'invitation au voyage. Et quel voyage ! Personne mieux que lui ne sait nous faire franchir l'océan pour nous plonger au cœur du continent américain, et en particulier dans ce Brésil qui lui est cher, ce Brésil dont il nous a lancé à la figure les couleurs, les musiques, la joie d'être et la difficulté de vivre, ce Brésil qu'il chante la passion dans la voix.

Passion aussi quand il nous ramène plus près, quand il évoque Betty avec tendresse et déchirement, quand il nous fait parcourir les trottoirs de Pigalle-Blanche, quand il proclame avec force son appartenance au clan mongol, quand il improvise avec chaleur sur le thème de l'anarchie. L'univers de Lavilliers, le monde qu'il nous a fait découvrir, chanson après chanson, c'est celui que nous aimons, nous, anarchistes. Un monde plein, vivant, sans concessions, où le bonheur de vivre prend enfin sa véritable dimension.

Comment, après ça, ne pas sourire à propos du tapage fait dans les médias pour quel-

ques coups de poings ? Entre l'art et la finance, notre choix est tout fait, et nous ne pouvons que nous ranger aux côtés de Lavilliers. « C'est mon premier concert depuis que je suis sorti », déclarait-il peu après son entrée sur scène, faisant allusion à ces événements récents. Un très beau spectacle en tout cas, qui nous a doublement fait apprécier sa libération, et dont nous ne pouvons que le remercier.

Le remercier, nous le devons aussi pour les conditions particulièrement généreuses qu'il a bien voulu octroyer au groupe Proudhon, afin que cette soirée soit une réussite non seulement artistique mais encore financière, comme nous ne saurions oublier de remercier également ceux qui nous ont aidé dans cette entreprise, les compagnons de Paris, de Rouen, et des groupes voisins de Dôle, Dijon et Gray, les sympathisants de Besançon, ainsi que les « Krapets », un groupe local qui a bien voulu animer la première partie de la soirée. Grâce à eux tous, grâce surtout à Bernard Lavilliers, on a pu croire pour un soir que l'Amazone traversait Besançon, ce qu'on n'est pas près d'oublier.

Gr. Proudhon

### REDIFFUSION

L'émission du samedi 1<sup>er</sup> décembre, à propos de « Sacco et Vanzetti » de Ronald Creagh, ayant été perturbée par une panne d'émetteur de Radio-Libertaire, sera à nouveau programmée samedi 15 décembre, de 11 h à 12 h.

CINÉMA

## SOYEZ JAZZ !

QUATRE moyens métrages sont actuellement présentés au Studio Bertrand, dans le but de faire se rencontrer pour le plaisir du spectateur/auditeur, une écriture cinématographique et musicale, afin que naissent des films originaux sur les grands musiciens de jazz contemporains.

Archie Shepp, musicien engagé : « Ce que les gens appellent "Jazz" est essentiellement une culture noire. La musique de la diaspora africaine, de ceux qui ont été arrachés à l'Afrique-Mère, et sont arrivés aux Etats-Unis, aux Antilles...

Michel Petruccianni joue du piano depuis l'âge de quatre ans. Atteint d'une maladie dès sa naissance, gravement handicapé, il n'en est pas moins devenu un des pianistes de jazz français le plus demandé. Ce film, réalisé lors des répétitions ou concerts, se présente comme une lettre cinématographique adressée au jeune musicien, écrite le jour de son départ pour la Californie. Un document bouleversant !

Sun Ra a enregistré à ce jour plus de 150 disques. Le personnage est étrange : une

sorte de pachyderme, enveloppé dans des tissus vaporeux, qui prophétise la fin du monde imminente. Mégalomane, illuminé, gourou, mystificateur ? Les génies ont aussi le goût de la mystification ! Peut-être est-ce simplement un grand clown... qui interdit toutefois à ses musiciens, dont certains l'accompagnent depuis plus de trente ans, de s'adresser à la presse ! Un clown inquiet en tous cas !

« Uzeste bleu » montre une fête musicale qui se déroule dans un petit village au cœur des Landes. Réjouissante confrontation entre les principaux chefs de file de l'improvisation de jazz et les vieux musiciens du village. A travers l'éclairage personnel que donne Bernard Lubat, le spectateur pourra accéder à une meilleure compréhension, à la sensation de ce qu'est l'improvisation musicale aujourd'hui et sa fonction vivante. Et en plus, c'est marrant !

L'ensemble de ces films dure plus de 3 heures. On amènera son casse-croûte pour le voyage au pays de la musique ! (1)

Jean-Marie  
« Contre-Champ »

(1) Il s'agit de Archie Shepp : je suis jazz, c'est ma vie, Lettre à Michel Petruccianni, Mister Ra de Franck Cassenti, et de Uzeste bleu de Patrick Chamming's.

René Pic

DISQUE

## HATZ

HATZ... près de herzt... un nom que je range parmi ceux qui m'ont le plus impressionné au cours de cette année de chanson. Sorti il y a un an ce disque (1) aurait du faire un « carton » tant il est un coup d'épée dans la sauce fade du trop plein de médiocrité que transporte la plupart des médias, exceptés quelques-uns...

« Tiens, il y a des jours, à voir mes semblables, je préférerais être un chien » — ces propos n'engagent que l'auteur de l'article, vous pouvez lui tenter un procès. C'est plus facile de jouer la carte de tout le monde, la plus commune, au moins pas de risque. Un seul journal suffirait, ça ferait du papier en moins dans nos poubelles !

Si vous voyez ce disque achetez-le sans hésiter, mettez un casque sur vos oreilles et direction le cerveau droit, crochet gauche par le sillon et ouvrez plein gaz sur ces neuf chansons à réveiller les plus blasés ! Hé, Higelin ; hé, Arti ; écoutez moi ça... Il s'appelle Hatz.

(1) Disque E.P.I.C.-C.B.S., 33 T., en vente à la librairie du Monde libertaire.

## PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 6 décembre :  
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : un atelier autogéré de femmes au Chili.

« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : Tchouk Tchouk Nougah et (sous réserve) Alain Montagne et Sylvain Lelievre (chanteurs québécois).

« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : émission de l'Union pacifiste de France à propos des jouets guerriers.

• Vendredi 7 décembre :  
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Jean-Claude Filloux (Ligue des droits de l'homme) traitera le sujet : « Education et droits de l'homme ».

• Samedi 8 décembre :  
« Chroniques syndicale » (12 h à 14 h) : émission animée par des militants anarcho-syndicalistes, à propos des ASSÉDIC : historique, fonctionnement, droits des usagers...

• Dimanche 9 décembre :  
« Prisons » (16 h à 18 h) : seconde partie de l'interview de J.-C. Bernheim (secrétaire aux questions carcérales de la F.I.D.H.).  
« Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : reggae... torride, new wave... glaciale, punk.

• Lundi 10 décembre :  
« Tais-toi et rames » (10 h à 14 h) : Canal Plus, Claude Chabrol, Barraduc.

« A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : M. Tastayre, psychologue, au sujet de la psychologie de l'adolescent.

• Mardi 11 décembre :  
« Le magazine pour rire » (14 h à 18 h) : un invité : Abadie.

• Mercredi 12 décembre :  
« By Jove ! » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée reçoit Phil Cazoar.

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale, cette semaine, les oligo-éléments, leur action, leur rôle.

### SPÉCIAL COPINAGE

VENDREDI 7 décembre 1984, à 21 h, Pierre Delorme (grand prix de l'académie Charles-Cros, 1984) viendra chanter à l'auditorium du C.A.E.L.

Prix des places : 40 F et 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire. Réservations et renseignements : C.A.E.L., rue Villa-des-Prés, 93270 Sevran (tél. : 383.50.17).

### PROMOTION EXCEPTIONNELLE

Concernant la promotion exceptionnelle des éditions du Monde libertaire sur les anciens numéros de la collection, le secrétariat Histoire et Edition informe que le n°2 (« La pilule ou la bombe » de Maurice Laisant) est d'ores et déjà épuisé.

Secrétariat Histoire et Edition

## FRANCE VALMORE EN TAULE

SPECTACLE

ILS étaient plus de 100, sur 250 détenus, à être venus voir France, qu'ils ne connaissaient que par les affiches placardées huit jours avant ce 20 octobre 1984. La plupart étaient venus par curiosité et aussi parce qu'il s'agissait d'une femme. Il est bien connu que le machisme et la misogynie sont ancrés chez les membres de la population pénale, cela n'a pas empêché cette petite bonne femme d'être applaudie et moralement approuvée, quand elle s'est permis de bousculer ces hommes dans leurs points faibles.

J'ai vu des yeux briller et si des rires se sont échappés parfois, qu'on ne s'y trompe pas, ils n'étaient pas rieurs mais voulaient cacher l'émotion, et refouler une larme dont on aurait eu un peu honte.

France Valmore a prouvé une fois de plus que la sincérité, la vérité, l'amour, l'humour peuvent être utilisés, en toutes circonstances, sans risquer de faire un « bide ». Oui, comme l'on dit bon nombre de mes camarades : « On ne comprend pas qu'elle ne soit pas plus et mieux connue du public, elle vaut bien toutes les « chanteuses » (vendeuses de soupe) dont nous abreuvons, en permanence, les radios — mêmes celles qui, un jour, se sont appelées « libres », pour devenir « privées » et « locales ».

Bravo France, tu as donné à quelques 100 détenus, deux heures de parfait bonheur ! Je ne peux que souhaiter que d'autres chanteurs et chanteuses de ce « tonneau », suivent son exemple.

Nino

## XVIII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE L'HUILE SUR LE FEU !

**F**ACE à l'ignoble bantage fait par l'opposition sur les problèmes d'insécurité dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, après les manifestations des Juppé, Bloch, Le Pen, Chirac and Co, le parti socialiste se devait de réagir... Il l'a fait.

Les socialistes ont-ils démonté les arguments teintés de racisme de leurs adversaires ? Ont-ils exposé les vraies raisons de l'insécurité, à savoir la misère, le chômage, la surpopulation de certains quartiers ? Non !

Les députés socialistes du XVIII<sup>e</sup> : Jospin, Estier et Delanoé ont comme d'habitude, emboîté le pas de ceux qui hurlent à l'in-

sécurité... Dans un tract de quatre pages, le PS du XVIII<sup>e</sup> fait des « propositions », parmi lesquelles il réclame au gouvernement un renforcement des effectifs de police, le développement de l'lotage, le maintien des CRS dans l'arrondissement, la création de deux nouveaux commissariats, la suppression des squatts dans le XVIII<sup>e</sup> (la plupart de ces « squatts » sont en fait des immeubles vétustes où les locataires paient des loyers à des propriétaires fictifs ! (1), la fermeture des cafés « contribuant à l'insécurité » (?) et sournoisement, en fin de page que « les titres de séjour ou de « ré-

fugiés » soient effectivement vérifiés dans le cas d'étrangers se livrant à des délits, les textes protecteurs de libertés ne devant pas être détournés de leur sens ».

Les députés PS du XVIII<sup>e</sup> vont aussi pleurer sur l'épaule de Chirac, en lui demandant, entre autres, d'engager les procédures d'expropriation pour les immeubles squattés, la démolition et la reconstruction de ces immeubles après en avoir expulsés les occupants, de créer un centre « anti-drogue » et des « clubs de prévention de la délinquance », de poser des portes blindées pour le patrimoine HLM,

de négocier avec le ministère de l'Intérieur la création de logements pour les policiers, etc. Passons sur les « propositions » démagogiques à l'adresse des personnes âgées...

On le voit, la différence entre les propositions socialistes et celles du RPR ne saute pas vraiment aux yeux...

Les uns et les autres sont en campagne électorale, et tout leur est bon pour recueillir les votards. Les immigrés de la Goutte-d'or ne votent pas... Les mémés si ! Tout est là !

Fidèles aux propos de Georgina Dufoix affirmant que se batte contre Chirac sur le thème

de l'immigration serait une grave erreur politique (entendez par là une perte de voix considérable). Les députés PS du XVIII<sup>e</sup> n'ont rien d'autre à proposer que des mesures encore plus répressives, essentiellement dirigées contre la population immigrée ! Caresser l'électorat dans le sens du poil, voilà leur seule obsession...

A nous de chercher ensemble, dans nos quartiers, d'autres solutions que celles de tous les socialistes de la matraque !

Gr. Libertad

(1) Voir le dernier numéro d'El Horia, journal réalisé par le groupe de la Fédération anarchiste de Rouen. En vente à la librairie du Monde libertaire, 6 F

## « LES MARCHÉS DE LA FAIM »

**F**ACE à une famine qu'il était impossible d'ignorer, les Etats technologiquement avancés n'ont pu faire autrement que de mettre en place de vastes opérations d'aide alimentaire, opinion publique oblige. Mais qu'on ne s'y trompe pas : derrière une certaine façade charitable se cache toute une pratique de profit guère compatible avec une aide véritable.

Et cela ne date pas d'hier puisque depuis 1945, la F.A.O. — organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture — est chargée de « contribuer à l'élimination de la faim dans le monde ». Pourtant depuis la création de cet organisme, et surtout en ce qui concerne ces deux dernières décennies, le nombre d'individus souffrants de malnutrition a augmenté d'une façon considérable. Il s'agit actuellement de 450 à 500 millions de personnes selon l'O.M.S. (1). Dans 52 pays dits « en voie de développement », la production alimentaire pour ces dix dernières années a décliné. Il est donc légitime de se poser quelques questions sur l'efficacité de la F.A.O. et de remettre en cause le bien fondé des politiques de développement.

En y regardant de plus près, on constate que cette fameuse aide, loin de résoudre les problèmes, contribue à aggraver le mal car elle vise à instituer une désastreuse dépendance. En effet, elle tend à renforcer la division internationale du travail existante au détriment de la majorité de la population des « pays périphériques » (2) exploités.

### L'aide d'urgence

Il est évident que lorsque des individus crèvent de faim en masse dans certaines régions du globe, une entraide rapide et efficace s'impose. C'est ce qu'on appelle l'aide d'urgence. Par son côté spectaculaire, elle occupe le devant de la scène. Pourtant, elle ne constitue que 7% de l'aide alimentaire totale. Et malheureusement, les bavures en cette matière ne manquent pas.

Ainsi en Ouganda, en janvier 1981, suite à la famine et à l'aide qu'elle a suscité, un journaliste rapporte : « (...) la distribution massive et gratuite de nourriture et d'autres biens a engendré des abus et a contribué à développer une « espèce de cupidité » qui transforme une race noble et fière en une race de mendiants (...). Les Karamojongs sont désormais tentés de plus compter sur les organisations humanitaires que sur leurs propres forces pour échapper à la famine, ce qui n'est pas pour les inciter à cultiver la terre. »

Une fois la machine mise en marche pour distribuer des milliers de tonnes de nourriture, elle peut difficilement s'arrêter : une bureaucratie s'est créée, incapable de s'autodétruire en tant qu'institution. Elle fonctionne d'une manière aveugle et absurde en entretenant la maladie qu'elle prétend soigner. Ce processus a été observé au Bangladesh en 1974 ou encore au Guatemala en 1976, exemples parmi tant d'autres. Parfois l'aide arrive trop tard — un an après par exemple —, au moment de récoltes exceptionnelles et provoque d'importants dégâts socio-économiques par son écoulement sur le marché intérieur du pays « aidé ». Ces bavures, qui se répètent année après année, sont-elles liées à des difficultés de fonctionnement ou font-elles partie du système ? Et lorsque cette aide persiste, malgré les protestations des bénéficiaires pâtissant de cette charité désordonnée, que penser des intentions des donateurs ?

Il n'en reste pas moins que des conditions climatiques ou des situations politiques graves (conflits, séismes, grandes sécheresses) peuvent motiver un secours d'urgence. Pour être efficace, il s'agit de se donner des moyens d'action très rapides (au moment précis des besoins), de prévoir des points de stockage bien choisis de façon à minimiser le transport vers les zones susceptibles d'être touchées, d'utiliser au maximum pour ce transport des moyens traditionnels. De plus, il s'avère indispensable que les structures opérantes soient conçues pour arrêter leur action quand il le faut. L'aide alimentaire apportée doit consister en des produits de consommation locale. Il est très rare, surtout en ce qui concerne les opérations importantes, que toutes ces conditions soient respectées.

Mais on l'a vu, il ne s'agit que d'une faible portion d'une aide qui est surtout institutionnalisée.

### Une aide conçue pour durer !

Les principaux pays donateurs sont les Etats-Unis, la C.E.E., le Japon et le Canada. A ceux-ci viennent s'ajouter des organismes internationaux comme le P.A.M. (3) et l'U.N.I.C.E.F. (15% de l'aide mondiale). Que donnent-ils ? Avant tout des céréales (plus de 90%). Ensuite viennent les huiles et matières grasses comme le beurre, le lait écrémé en poudre (C.E.E. surtout) et enfin de petites quantités de produits divers (viande, poisson...).

### Comment cette aide s'effectue-t-elle ?

Soixante-six pour cent sont vendus sur le marché intérieur des pays receveurs pour financer des projets de développement par ce qu'on appelle les « fonds de contrepartie » qui ne profitent bien souvent qu'aux consommateurs aisés et à ceux qui possèdent les terres. Seize pour cent sont échangés contre du travail, ce qui se traduit sur le terrain par des échecs retentissants.

Onze pour cent sont distribués gratuitement par les écoles et les hôpitaux et profitent non seulement aux handicapés et vieillards mais aussi à des étudiants, issus en majorité de milieux aisés.

Il s'agit surtout des excédents des pays « développés » : cette aide ne coûte pas chère, mais peut rapporter gros. De plus, si on exclut les 7% alloués aux situations d'urgence, « seuls 10% de l'aide alimentaire sont effectivement distribués aux plus démunis, vivant pour la plupart en milieu rural » (4).

### Les Etats-Unis, champion en la matière

« Ceux qu'on aide aujourd'hui seront nos clients demain. » C'est dans ce sens, qu'en 1954 a été voté la Public Law 480 aux Etats-Unis, concernant ce formidable investissement publicitaire que devait se révéler cette aide ainsi constituée. De 1967 à 1976, « les exportations se sont accrues de 400%, alors qu'elles n'ont augmenté que de 240% à destination des pays à revenu élevé ». Tout ceci sous le patronage de l'U.S.A.I.D., agence gouvernementale américaine spécialisée dans le « développement ». Un exemple : la Corée. Déclarations enthousiastes d'un fonctionnaire du Département américain de l'agriculture : « Nous avons fait connaître le blé à des peuples qui n'en avaient jamais mangé » ; et d'un ancien ministre de l'agriculture, Orville Freeman, en

1974 : « Au cours des dernières années, nos exportations vers la Corée du Sud ont augmenté de 643% parce que nous avons créé un marché ».

### La C.E.E. : un bon élève

Pour la C.E.E., du blé et du lait avant tout, dans le cadre d'une « stratégie commerciale à but alimentaire ». La Cour des comptes avoue que « les bénéficiaires se recrutent largement parmi la population citadine, relativement privilégiée, voire les forces armées ou de l'ordre, et qu'en général l'aide tend à profiter davantage à ceux qui disposent d'un revenu monétaire plutôt qu'à ceux, et ce sont généralement les plus démunis, qui vivent en économie de subsistance, ou pire, qui ne possèdent ni terre ni troupeau ».

En France, l'aide alimentaire est pilotée par le ministère de l'Economie et des finances. Une partie de son exécution revient à l'O.N.I.C. qui regroupe les producteurs français de céréales. Les objectifs : « les retombées attendues de notre aide ne se situent pas seulement dans le domaine agro-alimentaire mais également dans celui des biens d'équipement ». Un appui syndical : la F.N.S.E.A. qui, pour l'« avenir de la France agricole » souhaite « un effort accru de coopération financière et technique pour le développement agricole interne des pays en voie de développement » (1).

Les trouble-fêtes : la C.N.S.T.P. (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) et les organisations tiers-mondistes qui dénoncent les tenants et aboutissants de l'affaire.

Pour certaines de ces organisations (Terre des hommes, Frères des hommes, Peuples solidaires, etc), ce sont les paysans du tiers monde qui peuvent et doivent nourrir les peuples du tiers monde. Pour vaincre la faim, disent-elles, ce sont leurs efforts qu'il faut soutenir. Par expérience, ces associations savent qu'il faut éviter de passer par les Etats et que rien ne vaut les groupes de base (coopératives, de santé ou syndicaux).

Leur aide étant surtout indirecte, c'est-à-dire consistant surtout en un soutien d'ordre financier. En ce qui concerne l'aide d'urgence, elles préfèrent les opérations triangulaires à l'aide bilatérale qui vise à fourguer nos excédents. Cela consiste à acheter de la nourriture à proximité des zones touchées de façon à ce que l'aide alimentaire apportée soit adaptée aux habitudes locales.

Il semble que la conjoncture ne soit guère favorable à ce type d'organisations puisque les dons financiers qui les soutiennent semblent aller de plus en plus à des organismes privés, d'un humanisme facile mais néanmoins rémunérateur. Ce n'est certainement pas un hasard si ceci coïncide avec le regain d'une certaine idéologie libérale.

En fait, on retombe dans cet éternel problème des actions alternatives (tiers-mondistes ou autres) au sein d'un système qui a les moyens de les étouffer. La question du « sous-développement » ne pourra être résolue qu'une fois ce système détruit et dans le cadre d'une société libertaire. Il n'y a pas d'autre solution.

Pierre-Yves  
Gr. Pierre-Besnard

(1) Organisation mondiale de la santé.  
(2) Par opposition aux pays « centraux », conception non géographique mais économique.  
(3) Programme alimentaire mondial.  
(4) Sophie, Bessis, Jonction n°3, décembre 1980.